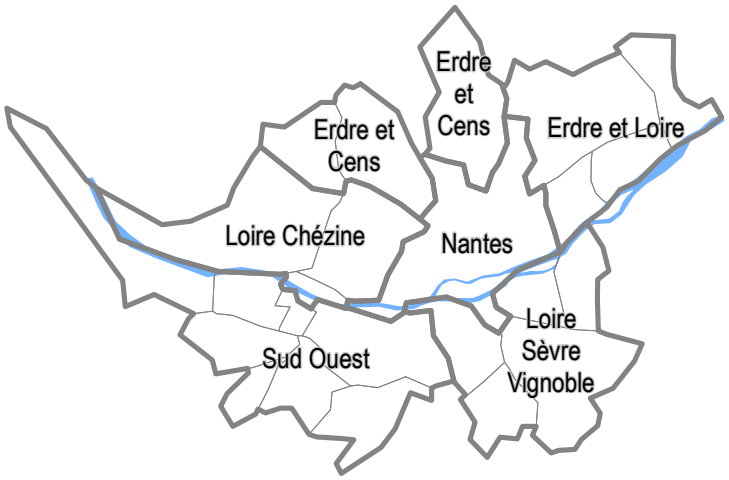
PLUM

PLAN LOCAL D'URBANISME MÉTROPOLITAIN

Nantes Métropole

Nantes Métropole



5-3 Annexes informatives

5-3-7 Risques technologiques

Edité le: 05/02/2019

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Service transports et risques
Unité Prévention des Risques
Affaire suivie par : Brigitte HAGUENAUER
☎ : 02.40.67.24.83
brigitte.haguenauer @loire-atlantique.gouv.fr

Nantes, le

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

Monsieur le Préfet de la Région Pays-de-la-Loire
Préfet de la Loire-Atlantique
Direction de la Coordination et du Management de l'Action Publique
Bureau des Procédures d'utilité Publique
6, quai Ceineray - BP 33515
44035 NANTES CEDEX 1

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Société Air Liquide France Industrie à CARQUEFOU.

Refer. : IC_Carquefou

P. J. : Trois cartes A3

Par courrier en date du 18 novembre 2013, vous m'avez transmis copie du rapport de l'inspection des installations classées portant sur la société Air Liquide France Industrie implantée 5, rue de la Métallurgie à CARQUEFOU afin que puissent être portées à la connaissance du maire de cette commune, les dispositions d'urbanisme à prendre en compte aux abords de cet établissement.

La Direction Régionale de l'Environnement, de l'aménagement et du Logement m'a transmis les tables MAPINFO correspondantes le 5 décembre 2013.

Au vu de ce rapport, les phénomènes (toxiques et de surpression) mis en évidence par l'étude de dangers engendrent des zones d'effets irréversibles et des zones d'effets indirects en dehors des limites de propriété (3 cartes jointes) avec des probabilités d'occurrence D et E.

…/...

Les phénomènes dangereux dont la probabilité est D ne sortent pas actuellement des limites de l'entreprise ; cependant, au cas où la situation évoluerait (cession de foncier à des tiers par l'entreprise), il conviendrait de formuler les préconisations suivantes :

- toute nouvelle construction est interdite dans les secteurs exposés à des effets létaux significatifs, à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques ;

- toute nouvelle construction est interdite dans les secteurs exposés à des effets létaux à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques, d'aménagements et d'extensions d'installations existantes ou de nouvelles installations classées soumises à autorisation compatibles avec cet environnement (notamment au regard des effets dominos et de la gestion des situations d'urgence). La constructions d'infrastructure de transport peut être autorisée uniquement pour les fonctions de desserte de la zone industrielle ;

- dans les zones exposées à des effets irréversibles, l'aménagement ou l'extension de constructions existantes sont possibles. Les nouvelles constructions sont possibles sous réserve de ne pas augmenter la population exposée à ces effets irréversibles. Les changements de destinations doivent être réglementés dans le même cadre.

- l'autorisation de nouvelles constructions est la règle dans les zones exposées à des effets indirects. Néanmoins, il conviendra d'introduire dans les règles d'urbanisme du PLU les dispositions imposant à la construction d'être adaptée à l'effet de surpression lorsqu'un tel effet est généré.

Pour les phénomènes dangereux dont la probabilité est E, il convient de formuler les préconisations suivantes :

- toute nouvelle construction est interdite dans les territoires exposés à des effets létaux significatifs, à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques, d'aménagements et d'extensions d'installations existantes ou de nouvelles installations classées soumises à autorisation compatibles avec cet environnement (notamment au regard des effets dominos et de la gestion des situations d'urgence) ;

- dans les zones exposées à des effets létaux, l'aménagement ou l'extension de constructions existantes sont possibles. L'autorisation de nouvelles constructions est possible sous réserve de ne pas augmenter la population exposée à ces effets létaux. Les changements de destinations doivent être réglementés dans le même cadre ;

- l'autorisation de nouvelles constructions est la règle dans les zones exposées à des effets irréversibles ou indirects. Néanmoins, il conviendra d'introduire dans les règles d'urbanisme du PLU les dispositions permettant de réduire la vulnérabilité des projets dans les zones d'effet de surpression.

…/...

Pendant la période transitoire (avant la modification ou la révision du PLU), le maire doit, en cas de projet de construction situé dans une zone identifiée comme exposée à un risque, informer les pétitionnaires ayant déposé un permis de construire des risques encourus et des phénomènes à prendre en compte (surpression).

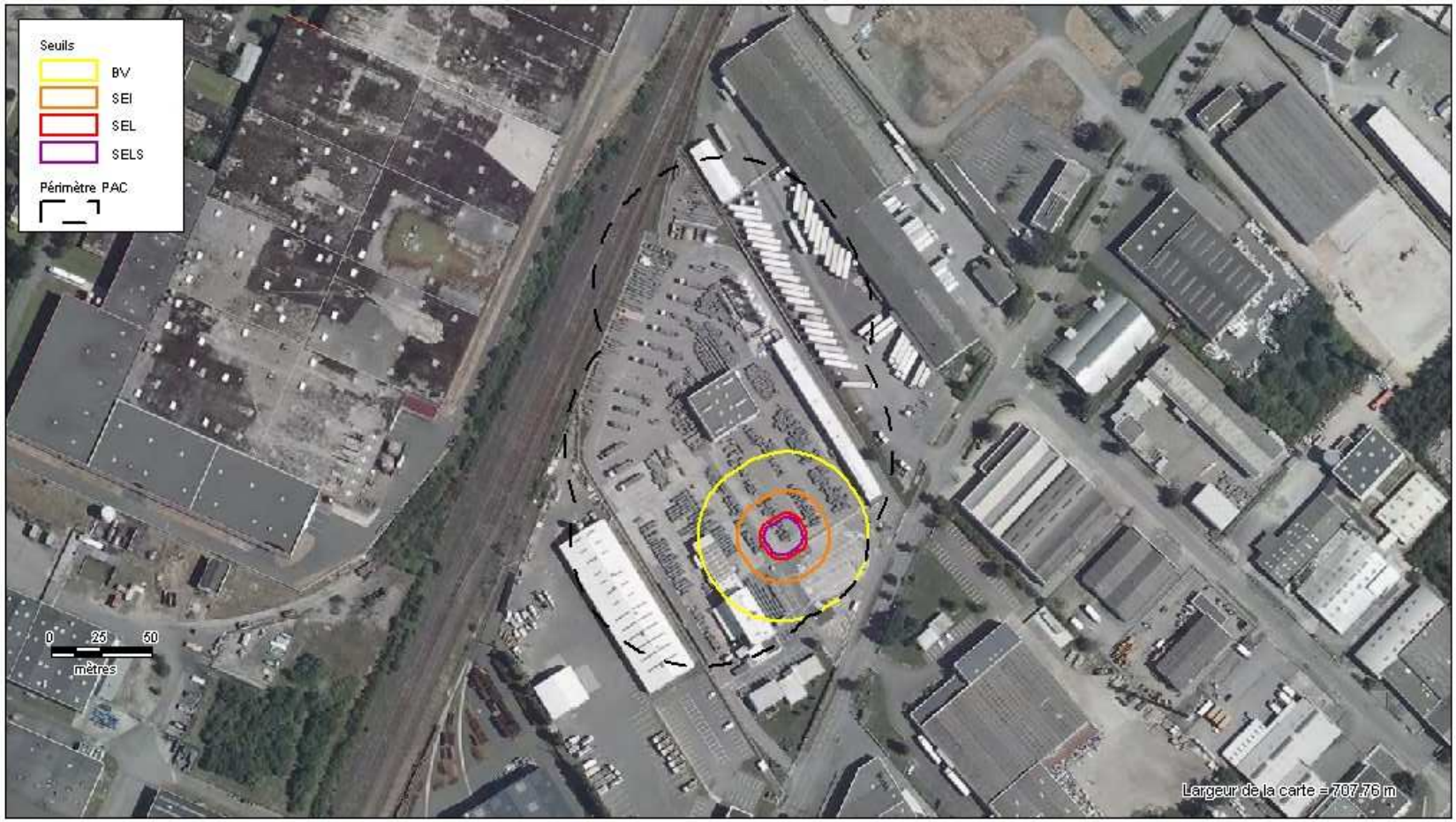
Si le projet s'avère de nature à présenter un risque pour la sécurité publique du fait de sa situation ou de ses caractéristiques, le maire peut refuser le projet en s'appuyant sur l'article R 111-2 du code de l'urbanisme.

Je souhaite être destinataire d'une copie du courrier adressé au maire par Monsieur le Préfet.

Copie : UT DREAL / J.P. GIONTA

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PAC de Carquefou (Air Liquide France Industrie)
Enveloppes des intensités des effets de surpression de classe de probabilité A, B, C ou D



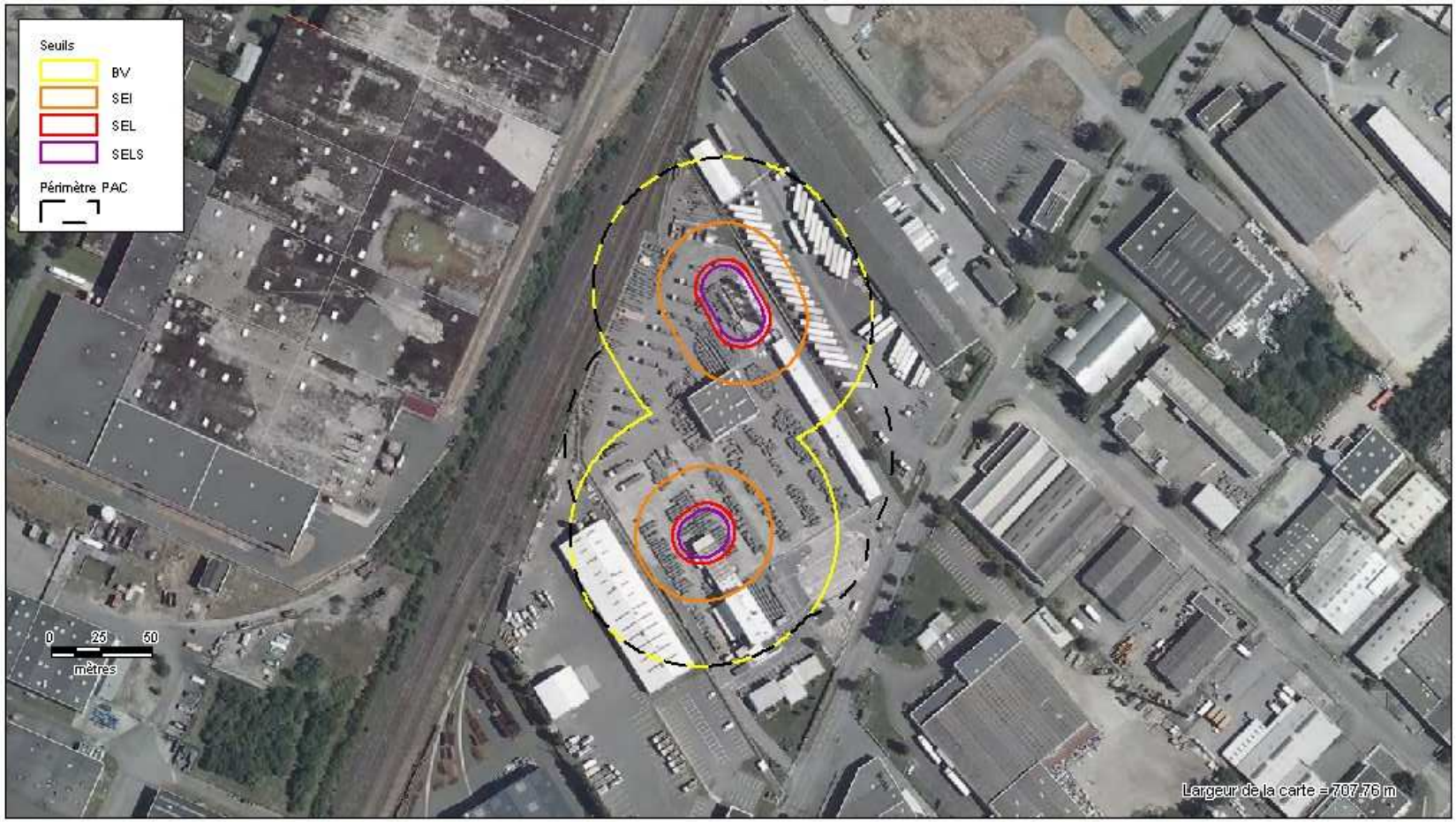
Sources: BD ORTHO

SIGALEA

Rédaction/Edition: JPG et JD - 29/11/2013 - MAPINFO® V 8.5 - SIGALEA® V 3.2.014 - PAC V 1.0 - ©INERIS 2011

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PAC de Carquefou (Air Liquide France Industrie)
Enveloppes des intensités des effets de surpression de classe de probabilité E



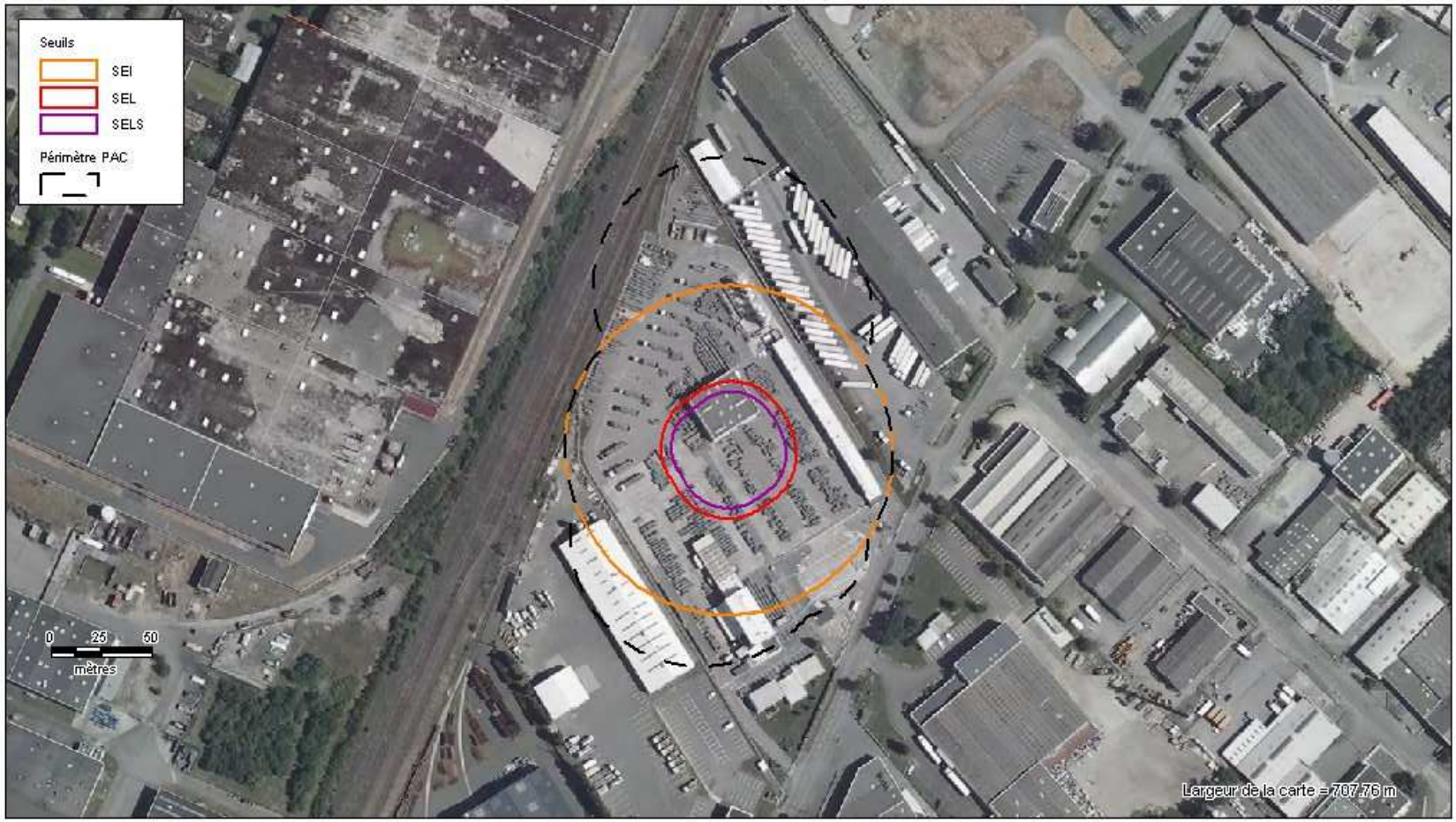
Sources: BD ORTHO

SIGALEA

Rédaction/Edition: JPG et JD - 29/11/2013 - MAPINFO® V 8.5 - SIGALEA® V 3.2.014 - PAC V 1.0 - ©INERIS 2011

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PAC de Carquefou (Air Liquide France Industrie)
Enveloppes des intensités des effets toxiques de classe de probabilité E



Sources: BD ORTHO

SIGALEA

Rédaction/Edition: JPG et JD - 29/11/2013 - MAPINFO® V 8.5 - SIGALEA® V 3.2.014 - PAC V 1.0 - ©INERIS 2011

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de l'Environnement
Affaire suivie par Mme Jardin
☎ 02.40.41.47.69
02.40.41.47.50
icpe-industrielles@loire-atlantique.pref.gouv.fr

Nantes, le 22 AVR. 2008

MAIRIE DE SAINT-HERBLAIN (L.A.)
24.04.08 448965
COURRIER - ARRIVEE

COURRIER - ARRIVEE
ORIGINAL : Kolechian Cécile
COPIES :
MAIRE ☐
ADJOINTS
Mr Plisseau
CABINET ☒
DIRECTEUR GENERAL ☒
SERVICES :
Urbanisme

Le préfet de la région Pays de la Loire
préfet de la Loire-Atlantique

à

Monsieur le sénateur-maire de Saint-Herblain

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement.
Société BRENNTAG.

Refer : Ma lettre en date du 8 avril 2008

P.J. : 1

Par lettre citée en référence, je vous ai transmis copie de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2008 actualisant les prescriptions d'exploitation des installations de stockage et de distribution de produits chimiques de la société BRENNTAG situées à Saint-Herblain, 14, route du Plessis Bouchet.

Ainsi que je vous en avais déjà fait part, les aménagements projetés et la nouvelle distribution des unités permettent une meilleure maîtrise des risques. Ainsi, à ce jour, la totalité des zones d'effets létaux (Z1) est contenue à l'intérieur de la propriété de la société Brenntag.

Néanmoins et malgré les nombreuses améliorations apportées aux installations, l'inspection des installations classées m'a indiqué qu'une très faible partie des zones d'effets irréversibles (Z2) en cas d'incendie lors du dépotage ou du stockage des solvants pourrait sortir des limites de propriété de cet établissement.

Je tenais à vous faire part de cet état de fait pour lequel vous trouverez sous ce pli, la description des aléas technologiques établie par l'inspection des installations classées.

Afin de vous permettre de prendre en compte ces éléments dans le plan local d'urbanisme, je saisis par courrier de ce jour, le directeur départemental de l'équipement afin de connaître les préconisations en matière d'urbanisme à attacher à cet espace restreint.

Je ne manquerai pas de vous informer de ces dispositions dès que possible.

Le PREFET

Pour le Préfet,
le Sous-Préfet, Chargé de Mission
pour la politique de la ville,
Secrétaire Général Adjoint,

Guillaume LAMBERT

PORTE A CONNAISSANCE A LA MAIRIE DE SAINT HERBLAIN

L'instruction du dossier de demande d'autorisation de la société BRENNTAG sise 14 rue du plessis bouchet à Saint Herblain a dimensionné les zones d'effets létaux (Z1)et irréversibles (Z2). L'emprise de certaines desdites zones dépasse des limites de propriété de la société BRENNTAG et les suivantes :

Incendie d'une nappe de 120 m² de xylène au niveau de l'aire de dépotage des solvants pétroliers

Flux thermiques (kw/m²)	Eloignement par rapport au plus petit côté de la nappe (m)	Eloignement par rapport au plus grand côté de la nappe (m)	
		Sans mur	Avec mur
5	11, 7	21, 7	Flux non atteint
3	17, 1	31, 3	17

La zone Z2 empiète sur la propriété de la société LPC sur 8, 5m, alors que la zone Z1 est contenue dans les limites de l'établissement.

Incendie de la cellule de stockage des liquides inflammables de l'entrepôt de stockage

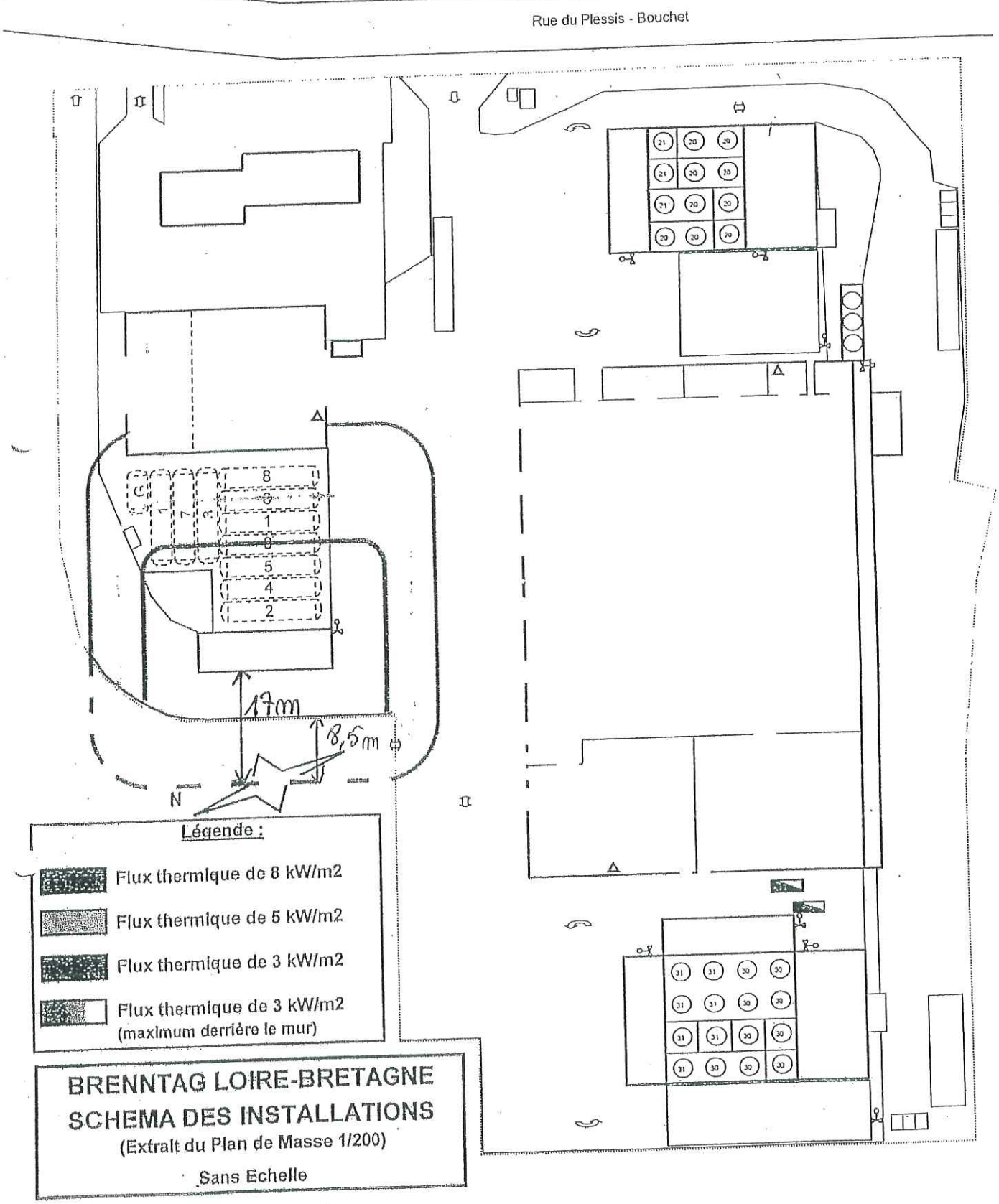
Flux thermiques (kw/m²)	Sans écran thermique (m)	Avec écran thermique (m)
5	21, 1	Flux non atteint
3	36	25

La zone Z2 empiète sur la propriété de la société LPC sur 2, 5m, alors que la zone Z1 est contenue dans les limites de l'établissement.

Ces zones ont été indiquées sur le plan ci joint.

A ce jour, ces zones d'effet empiètent sur des terrains à vocation industrielle. Il conviendra donc d'une part de surveiller toute éventuelle évolution de l'affectation des terrains, et d'autre part d'intégrer ces éléments aux documents d'urbanismes de la commune de Saint Herblain dès que possible.

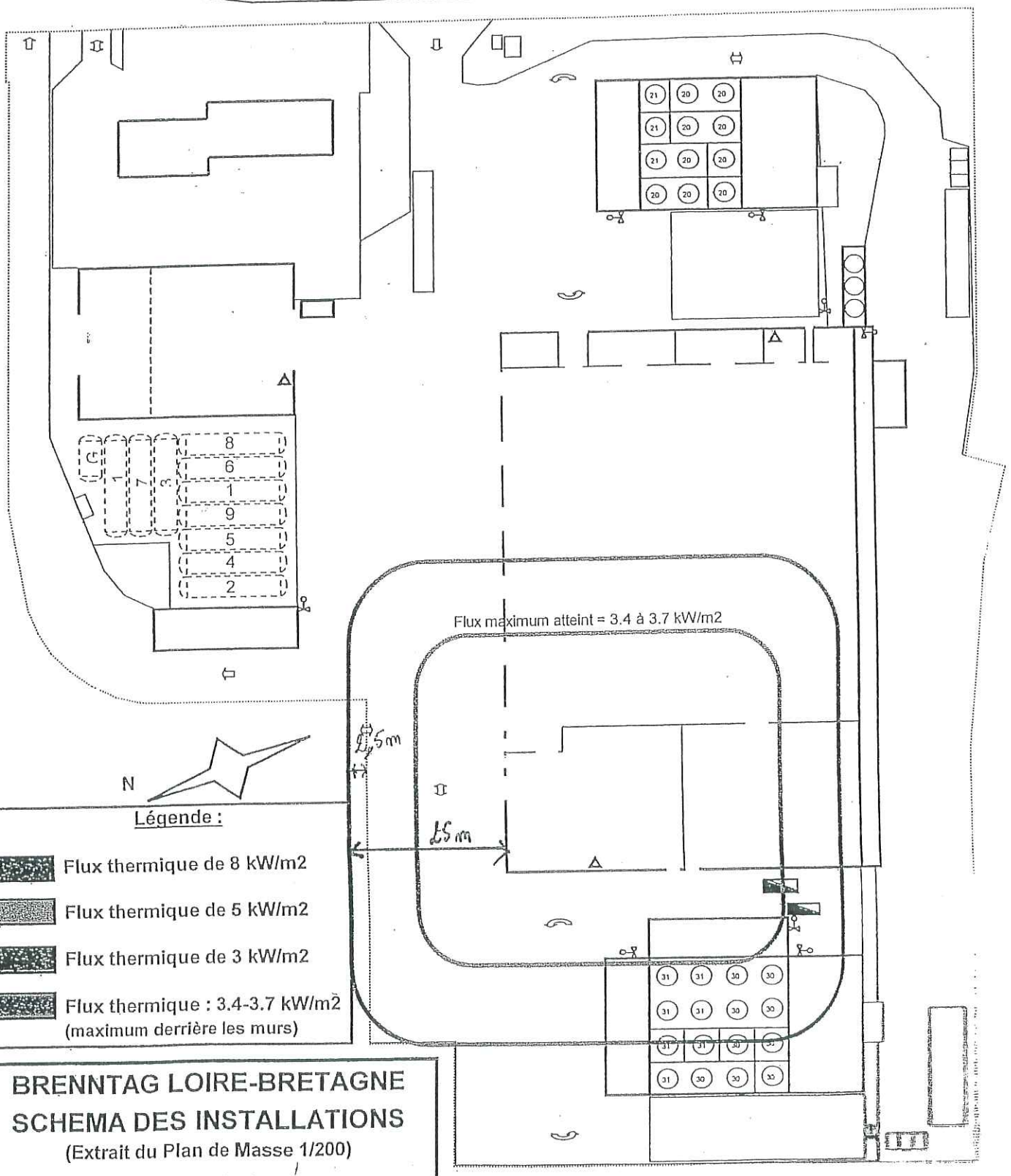
BRENNTAG LOIRE-BRETAGNE - INCENDIE DEPOTAGE SOLVANTS



BRENNTAG LOIRE-BRETAGNE
SCHEMA DES INSTALLATIONS
(Extrait du Plan de Masse 1/200)
Sans Echelle

BRENNTAG LOIRE-BRETAGNE - INCENDIE STOCKAGE SOLVANTS

Rue du Plessis - Bouchet



BRENNTAG LOIRE-BRETAGNE
SCHEMA DES INSTALLATIONS
(Extrait du Plan de Masse 1/200)
.Sans Echelle

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de l'Environnement
2008 ICPE 83

LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE
PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
Officier de la légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du mérite

VU le titre 1er du livre V du code de l'environnement (parties législative et réglementaire), relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment l'article R 511-9 fixant la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 novembre 1988 autorisant la S.A. BRENNTAG à exploiter un dépôt de liquides inflammables de 1ère et 2ème catégories situé à Saint Herblain, route du Plessis Bouchet ;

VU la demande présentée par la S.A. BRENNTAG, dont le siège social est 90, avenue du Progrès à CHASSIEU, en vue d'obtenir l'autorisation de procéder à la modification et à l'extension des activités de stockage et de distribution de produits chimiques situées à Saint-Herblain, 14 rue du Plessis Bouchet ;

VU les plans annexés à la demande ;

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé sur cette demande ;

VU l'avis du commissaire enquêteur en date du 5 mai 2006 ;

VU l'avis du conseil municipal de Saint Herblain en date du 14 avril 2006 ;

VU l'avis du conseil municipal d'Indre en date du 15 mars 2006 ;

VU l'avis du conseil municipal de Couéron en date du 10 avril 2006 ;

VU l'avis du conseil municipal de Bouguenais en date du 20 avril 2006 ;

VU l'avis du conseil municipal de La Montagne en date du 5 avril 2006 ;

VU les avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur principal des installations classées en date des 11 mai 2004 et 28 novembre 2005 ;

VU l'avis du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 12 avril 2006 ;

VU l'avis du directeur départemental de l'équipement en date du 27 mars 2006 ;

VU l'avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales en date du 10 avril 2006 ;

VU l'avis du directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle en date du 30 mars 2006 ;

VU l'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours en date du 13 avril 2006 ;

VU l'avis du directeur départemental de l'équipement – arrondissement Maritime et de Navigation en date du 27 mars 2006 ;

VU l'avis du chef de la division équipement de Loire-Atlantique de la S.N.C.F. en date du 3 mars 2006 ;

VU l'avis du directeur de l'institut national des appellations d'origine - INAO - en date du 7 avril 2006 ;

VU le rapport du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur principal des installations classées en date du 28 septembre 2007 ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 11 octobre 2007 ;

VU le projet d'arrêté transmis à la S.A. BRENNTAG en application de l'article 11 du décret n°77-1133 susvisé en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

VU la lettre en date du 29 octobre 2007 de la S.A. BRENNTAG formulant des observations sur le projet d'arrêté ;

VU l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur principal des installations classées, en date du 26 mars 2008 ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L 512-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés par l'article L 511-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

ARRETE

TITRE 1 PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société BRENNTAG dont le siège social est situé 90 avenue du Progrès à CHASSIEU (69680) est autorisée sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de SAINT HERBLAIN (44800), au 14 rue du Plessis Bouchet, les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2. HORAIRES DE FONCTIONNEMENT

La société BRENNTAG exploite ses installations du lundi au vendredi de 7h à19h

ARTICLE 1.1.3. MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 22 novembre 1988 édictées à la société MONTFORT devenue BRENNTAG sont abrogées par le présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 1.1.4. INSTALLATIONS NON VISEES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DECLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.
Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

La quantité maximale de produits non inflammables susceptibles d'être présents est de 90 m^3 dans la cellule produits secs (produits alimentaires) et la cellule principale de l'entrepôt.

Rubrique	Alinéa	AS,A , D,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
1111	2b	A	emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature et à l'exclusion de l'uranium et de ses composés .	Stockage de produits très toxiques liquides (acide fluorhydrique 40/70%, acide chromique, déoxidine...) (entrepôt, cellule toxique)	la quantité de substances et préparations liquides totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 250 kg, mais inférieure à 20 t	250≤ < 20 000	kg	3	t
1131	2b	A	emploi ou stockage de substances et préparations toxiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol :	Stockage de produits toxiques liquides (formol 30%, nitrite de soude...) (entrepôt, cellule principale + CMA)	Substances et préparations liquides : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 10 t, mais inférieure à 200 t	10≤ <200	t	90	t
						description		Volumes vrac (m^3)	
						Formol 30% (CMA)		50	
1200	2b	A	fabrication, emploi ou stockage de substances ou préparations de comburants telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion des substances visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques	Stockage de produits comburants (nitrate de soude, nitrate de potasse, permanganate de potasse, peroxydes d'hydrogène ...) (entrepôt, cellule principale + CMB)	Emploi ou stockage. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 50 t, mais inférieure à 200 t	50≤ < 200	t	50	t
						Description		Volume vrac (m^3)	
						Peroxyde d'hydrogène 35% (CMB)		40	
1432	2a	A	stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	Stockage d'alcool, cétones, essences, white spirit...)	Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m^3	100	m^3	Volume équivalent :300 m^3 10 cuves enterrées de 100 m^3 100 m^3 de conditionnés (auvent +entrepôt, cellule spécifique mélangée avec 1450-2a et 1455)	
1434	1a	A	Installation de remplissage ou de distribution liquides inflammables	Installations de remplissage et de distribution	Installations de chargement de véhicules-citernes, de remplissage de récipients mobiles	20	m^3/h	22	m^3/h

				de liquides inflammables (auvent+ gazole)	des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant supérieur ou égal à 20 m^3/h				
1450	2a	A	Solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement à d'autres rubriques	Stockage d'hexamine, naphtalène ... (entrepôt, cellule spécifique en mélange avec 1432-2a et 1455)	La quantité entreposée est supérieure ou égale à 1 tonne	1	t	1	t
1523	C-1a	A	Emploi et stockage de soufre solide pulvérulent dont l'énergie minimale d'inflammation est inférieure ou égale à 100mJ	Stockage de soufre solide pulvérulent (entrepôt, cellule principale)	La quantité susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 2, 5 t	2,5	t	7	t
1611	1	A	Emploi ou stockage d'acide acétique à plus de 50% en poids d'acide, acide chlorhydrique à plus de 20% en poids d'acide, acide formique à plus de 50% en poids d'acide, acide nitrique à plus de 20% en poids d'acide mais à moins de 70% en poids d'acide, acide picrique à moins de 70% en poids d'acide, acide phosphorique, acide sulfurique à plus de 25 % en poids d'acide, anhydride phosphorique, anhydride acétique	Stockage d'acide acétique à plus de 50% en poids d'acide, acide chlorhydrique à plus de 20% en poids d'acide, acide formique à plus de 50% en poids d'acide, acide nitrique à plus de 20% en poids d'acide mais à moins de 70% en poids d'acide, acide phosphorique, acide sulfurique à plus de 25 % en poids d'acide, (CMA) anhydride acétique	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 250 t	250	t	300	t
					Matériaux cuve	Description		Volume vrac (m^3)	
					polypropylène	mélanges		30	
					Inox	Acide nitrique 58%		30	
					inox	Acide nitrique 58%		30	
					inox	Acide sulfurique 96/98%		30	
					Polyéthylène	Acide phosphorique 75%		30	
					Polypropylène	Chlorure ferrique		30	
					Polyéthylène	Acide acétique 80%		40	
					Polyéthylène	Acide chlorhydrique		40	
						Réserve		50	
						Réserve		50	
						Eau déminéralisée		20	
1630	B-1	A	Emploi ou stockage de lessives de soude ou de potasse caustique. Le liquide renfermant plus de 20% en poids d'hydroxyde de sodium ou de potasse	Stockage de lessive de soude et de potasse (CMB)	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure à 250 t	250	t	300	t
						Description		Volume vrac (m^3)	
						mélanges		30	

						Chlorite de soude		30		
						Lessive de soude 15%		30		
						Lessive de soude 30%		40		
						Hypochlorite de soude		50		
						Lessive de soude 30%		40		
						Hypochlorite de soude		50		
						Lessive de soude 50%		60		
						réserve		50		
						Réserve		50		
						Réserve		50		
1111	1c	D	Stockage de substances et préparations très toxiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille d'autres rubriques de la nomenclature et à l'exclusion de l'uranium et ses composés	Stockage de substances et préparations solides très toxiques (bichromate de potassium, cyanure de sodium...) (entrepôt cellule principale)	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 1t	200≤ < 1 000	kg	500	kg	
1131	1c	D	Stockage de substances et préparations toxiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol	Stockage de substances et préparations solides toxiques (nitrite de soude, fluorure de sodium, bifluorure d'amonium ...) (entrepôt cellule principale)	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 5 t , mais inférieure à 50t	5≤ < 50	t	40	t	
1172	3	D	Stockage et emploi de substances dangereux pour l'environnement -A- très toxiques pour les organismes aquatiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille d'autres rubriques de la nomenclature	Stockage de substances dangereux pour l'environnement -A- très toxiques pour les organismes aquatiques (sulfate de zinc, phtalate butyle, sulfure de sodium...) (entrepôt	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 5 t , mais inférieure à 50t	20≤ < 100	t	50	t	

				cellule principale)					
1212	4b	D	Emploi et stockage de peroxydes organiques	Peroxydes organiques et préparations en contenant de la catégorie de risque 2 (entrepôt, cellule spécifique)	La quantité est supérieure ou égale à 25 kg mais inférieure à 1 500kg	0, 025 ≤ < 1, 5	t	1, 5	t
1510	2	D	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public	Stockage de matières combustibles telles que glycols, charbon actif, glucose, amidon...(entrepôt cellule principale)	Le volume des entrepôts est supérieure à 5 000 m^3 mais inférieur à 50 000m^3	5 000 ≤ < 50 000	m^3	28 000	m^3
1173		DC	Stockage et emploi de substances dangereux pour l'environnement -B- toxiques pour les organismes aquatiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille d'autres rubriques de la nomenclature	Stockage de substances dangereux pour l'environnement -B- toxiques pour les organismes aquatiques (perchloréthylène, sulfate de manganèse, alcali 25%...) (entrepôt principal + CMB)	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 100 t mais inférieur à 200 t	< 100 < 200	t	100	t
						description		Volume vrac (m^3)	
						Alcali		50	
1455		NC	Stockage de carbure de calcium	(Entrepôt cellule spécifique en mélange 1432-2a et 1450)	La quantité susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure à 3 t	< 3	t	1	t
1523	C 2	NC	Stockage de soufre solide autre que celui cité en c1 et soufre sous forme liquide	Stockage de soufre solide autre que celui cité en C1 et soufre sous forme liquide (entrepôt cellule principale)	La quantité totale susceptible d'être dans l'installation est supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500t	< 50	t	10	t
1530		NC	Dépôt de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues	Stockage de palettes en bois (extérieur entre la voie ferrée et la CMB)	La quantité stockée est supérieure à 1 000m^3 mais inférieure ou égale à 20 000m^3	< 1 000	m^3	200	m^3

2663		NC	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) :	Stockage d'emballages plastiques	La quantité stockée est inférieure à 1 000 m^3	< 1 000	M^3	750	M^3
2920			Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 bars	Compresseurs d'air		< 50	kW	4	kW
2925			Atelier de charge des accumulateurs			< 50	kW	23	kW

A (autorisation) ou S (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou D (déclaration, NC (non classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

L'établissement est classé en « seuil bas » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement (addition des substances ou préparations visées par les rubriques 11.., à l'exception des rubriques 1171, 1172 et 1173, addition des substances visées aux rubriques 1171, 1172, 1173 et addition des substances ou préparations visées par les rubriques 12.., 13.. et 14..) .

L'affectation des cuves définie ci-dessous est susceptible d'être modifiée pour les besoins de l'exploitation sous réserve que le produit substitué fasse partie de la même famille de produit. Toute modification d'affectation devra faire l'objet d'une information écrite de l'inspection des installations classées au préalable **et d'une mise à jour du POI sous un mois.**

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles
SAINT HERBLAIN	Section DB 52, 88, 83, 87, 90

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

ARTICLE 1.2.3. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISEES

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

L'aire de Chimie Minérale Acide (CMA) qui comprend : une aire de dépotage/empotage, 9 cuves verticales aériennes de 30 à 50 m^3 et 2 emplacemen ts de « réserve » (50 m^3 par cuve au maximum), la production d'eau déminéralisée et sa cuve de stockage de 20 m^3, la production d'eau adoucie, un auvent de conditionnement de 280m^2, une aire de stockage des emballages pleins de 240m^2 d'une capacité de 60m^3, une desserte pour les emballage vides(dalle béton).

L'aire de Chimie Minérale Base (CMB) qui comprend : 2 aires de dépotage/empotage, 13 cuves verticales aériennes de 30 à 60 m^3 et 3 emplacements de « réserve »(50 m^3 par cuve au maximum), un auvent de conditionnement de 200m^2, une aire de stockage des emballages pleins de 300m^2 d'une capacité de 60m^3, une desserte pour les emballages vides(dalle béton).

Un poste de lavage couvert des emballages (bonbonnes et conteneurs) consignés d'une surface de 50m². Elle comprend 2 bacs de lavage dont la capacité maximale par bac est de 4 bonbonnes de 30l.

Une station de neutralisation constituée de 3 bassins de 15 m^3 chacun. Les produits collectés au niveau des CMA et CMB se répartissent dans les 2 premières cuves. Puis grâce à une pompe de levage, les produits remplissent la dernière cuve jusqu'à ce que la neutralisation automatique se déclenche (ajout d'acide nitrique ou de lessive de soude). La solution est homogénéisée et le pH contrôlé. Dès lors qu'il est compris entre 5, 5 et 8, 5, une vanne motorisée libèrent les eaux qui cheminent jusqu'à la lagune de la société LPC.

Un entrepôt d'une surface de 4 050m² au sol qui comprend plusieurs cellules : Cellule produits secs et produits non inflammables (cellule principale 2 734 m²), Cellule solvants inflammables conditionnés (532 m²), Cellule produits alimentaires (554 m²), Cellule produits comburants (26 m²), Cellule produits très toxiques liquides et solides(26, 5 m²), cellule de solvants chlorés conditionnés (160 m²). Il y a aussi l'atelier de charge des accumulateurs, une zone atelier/entretien et un vestiaire.

Une unité de solvants pétroliers (auvent+ cuves enterrées) qui comprend : une aire dépotage/empotage, 10 cuves de stockage enterrées (50 compartiments au total= 1 000 m^3), un auvent de conditionnement, une aire de stockage des emballages métalliques vides, une cuve enterrée de gazole de 40 m^3 associée à son aire de livraison (station service). La liste des produits stockés par compartiment est tenue à jour et disponible sur site.

Stockage de palettes vides (200 m^3)situé en limite propriété Ouest du site (à proximité de la voie SNCF)

Un plan de situation est joint en annexe 2 au présent arrêté.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DUREE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1. DUREE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.5 PERIMETRE D'ELOIGNEMENT

ARTICLE 1.5.1. OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT

L'exploitant respecte à l'intérieur de l'enceinte de son établissement les types d'occupation définis Article 1.2.3. En particulier, il n'affecte pas les terrains situés dans l'enceinte de son établissement à des modes d'occupation contraires aux définitions précédentes.
L'exploitant transmettra au Préfet les éléments nécessaires à l'actualisation des documents visés à l'article 3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977. Ces éléments porteront sur :

- les modifications notables susceptibles d'intervenir à la périphérie de ses installations
- les projets de modifications de ses installations de stockage et conditionnement. Ces modifications pourront éventuellement entraîner une révision des zones de protection mentionnées précédemment.

CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE

ARTICLE 1.6.1. PORTER A CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.6.2. MISE A JOUR DE L'ETUDE DE DANGERS

L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.6.3. EQUIPEMENTS ABANDONNES

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.6.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous CHAPITRE 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 1.6.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

ARTICLE 1.6.6. CESSATION D'ACTIVITE

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Au moins trois mois avant la mise à l'arrêt définitif ou 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation accordée pour des installations autorisées avec une durée limitée, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :

1. l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site,
2. la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
3. l'insertion du site de l'installation (ou de l'ouvrage) dans son environnement,

CHAPITRE 1.7 DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

CHAPITRE 1.8 ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
10/05/00	Arrêté du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
22/06/98	Arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et à leurs équipements annexes.
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
10/05/93	Arrêté du 10 mai 1993 fixant les règles parasismiques applicables aux installations soumises à la législation sur les installations classées.
28/01/93	Arrêté et circulaire du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées.
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.
09/11/72	Arrêté du 9 novembre 1972 relatif à l'aménagement et l'exploitation de dépôts d'hydrocarbures liquéfiés.

CHAPITRE 1.9 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 GESTION DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

CHAPITRE 2.2 RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1. RESERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1. PROPRETE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

ARTICLE 2.3.2. ESTHETIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCES NON PREVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.5.1. DECLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivant :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.
- le bilan annuel des émissions de Composés Organiques Volatils (COV) issus de l'établissement.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

TITRE 3 PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GENERALES

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. ODEUR

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

ARTICLE 3.1.3. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses

ARTICLE 3.1.4. EMISSIONS ET ENVOLS DE POUSSIERES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés)

ARTICLE 3.1.5. DISPOSITIONS GENERALES

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à

favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.

Pour chaque canalisation de rejet d'effluent, nécessitant un suivi dont les points de rejet sont repris ci-après et doivent être pourvus d'un point de prélèvement d'échantillon et de points de mesure conformes à la norme NFX44052..

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans ce registre.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

ARTICLE 3.1.6. BILAN ANNUEL DES EMISSIONS DES SOLVANTS

L'exploitant établi chaque année le bilan des émissions de Composés Organiques Volatils (COV) de son établissement et l'adresse à l'inspection des installations classées **au plus tard le 01 mars de chaque année.**

ARTICLE 3.1.7. EMISSIONS DE COMPOSES ORGANIQUES VOLATILS (COV)

La quantité totale(canalisées et diffuses) de COV émis à l'atmosphère par la société BRENNTAG ne doit pas dépasser 1 700kg de COV.

Les solvants étiquetés R45, R46, R49, R60, R61 et halogénés R40, tels que définis à l'arrêté du 20 avril 1994 et figurant à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 susvisé ne doivent pas être émis sous forme de COV **à plus de 170 kg**

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités à 15 000 m^3/an. L'eau provient exclusivement du réseau public.

ARTICLE 4.1.2. PROTECTION DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRELEVEMENT

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RESEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

ARTICLE 4.2.5. ISOLEMENT AVEC LES MILIEUX

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

ARTICLE 4.2.6. CAS DES EFFLUENTS SOLVANTS

Les égouttures générées par l'atelier de conditionnement des solvants (auvent) sont collectés dans 2 puisards spécifiques. Les puisards sont régulièrement pompés. Les liquides collectés sont stockés dans des contenants placés sur des capacités de rétention adaptées. Ces liquides sont ensuite évacués dans des filières d'élimination dûment autorisées.

ARTICLE 4.2.7. CAS DES EFFLUENTS DE LA TOUR DE LAVAGE DE LA CUVE D'ACIDE CHLOHYDRIQUE

Les effluents de la tour de lavage de la cuve d'acide chlorhydrique sont orientés vers la station de neutralisation.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- Eaux sanitaires raccordées à une fosse septique ;
- Eaux pluviales de toiture ;
- Eaux provenant des CMA et CMB traitées par la station de neutralisation qui rejoignent la lagune ;
- Eaux résiduaires qui transitent par un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre la lagune (égouttures de l'aire de dépotage solvants pétroliers et ses appareils associés, eaux pluviales de voirie hors CMA et CMB, eaux pluviales de toiture (entrepôt et auvents), eaux de pompage du fond de fouille des cuves enterrées).

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixés par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications/reconditionnements concernés.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET VISES PAR LE PRESENT ARRETE

L'ensemble des eaux prétraitées ou non est évacué vers la lagune de la société voisine, LPC.

ARTICLE 4.3.6. CONCEPTION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Article 4.3.6.1. Conception

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Article 4.3.6.2. Aménagement

4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur les ouvrages de rejet d'effluents liquides (sortie de station de neutralisation et sortie du séparateur) est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ..).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

4.3.6.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

ARTICLE 4.3.7. CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température < 30°C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l

ARTICLE 4.3.8. GESTION DES EAUX POLLUEES ET DES EAUX RESIDUAIRES INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

ARTICLE 4.3.9. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX RESIDUAIRES APRES EPURATION

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci- dessous définies.

En sortie de station de neutralisation (par batch de $15m^3$):

pH compris entre 5, 5 et 8, 5 ;

T< 30°C

paramètre	Concentration (mg/l) par batch
MES	150
DBO5	100
DCO	300
azote	30
phosphore	10

Les paramètres précités sont les seuls à pouvoir être détectés dans les effluents aqueux issus de la station de neutralisation.

En sortie du séparateur d'hydrocarbures :

pH compris entre 5, 5 et 8, 5,

T< 30°C

paramètres	Concentration (mg/l)
HCT	10
AOX	5
Phosphore	10
Azote	30
MES	150

ARTICLE 4.3.10. SURVEILLANCE DE LA STATION DE NEUTRATLISATION

Les effluents issus de la station de neutralisation sont en permanence contrôlés par au moins une sonde pHmétrique. Dès lors que la mesure du pH met en évidence un dépassement de la zone autorisée (pH compris entre 5, 5 et 8, 5,) :

- Déclenchement d'une alarme sonore et visuelle ;
- Arrêt du rejet vers le milieu.

Le contrôle des eaux issues de la station de neutralisation est réalisé tous les 20 batchs. Les résultats d'analyses sont transmis une fois par an à l'inspection des installations classées ou immédiatement après la mise en évidence de dépassement des seuils définis à l'Article 4.3.9. accompagnés de l'analyse des causes et conséquences pour le milieu ainsi que des mesures correctives mises en œuvre.

ARTICLE 4.3.11. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Dans le cas contraire, elles sont éliminées en tant que déchets.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

ARTICLE 4.3.12. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci- dessous définies :

Paramètre	Concentrations instantanées (mg/l)
MES	35 mg/l
DBO_5	30 mg/l
DCO	125 mg/l
Hydrocarbures totaux (HCT)	10 mg/l
pH	Entre 5.5 et 8.5
Température	< 30 °C

Aucun produit de la famille des BTEX ou COHV ne doit être rejeté.

Le contrôle des eaux pluviales est réalisé une fois par an.

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisables est de : 17 100 m²

ARTICLE 4.3.13. SUIVI DES EAUX SOUTERRAINES

Le suivi des eaux souterraines est réalisé au moyen de 1 piézomètre en amont et 2 piézomètres en aval. Les résultats sont conservés pendant 5ans et disponibles sur demande de l'inspection des installations classées. Le plan de leur implantation est disponible sur le site.

Deux fois par an, au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe au niveau des 2 piézomètres du site.
L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation. Les paramètres analysés sont les suivants :

- PH ;
- Hydrocarbures totaux ;
- Composés aromatiques volatils (BTEX) ;
- Composés organo-halogénés volatils (COV) dont le chlorure de vinyle ;
- Solvants polaires.

Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais.
Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

ARTICLE 4.3.14. ETUDE TECHNICO-ECONOMIQUE DE FAISABILITE POUR LE RACCORDEMENT AU RESEAU DE COLLECTE URBAIN

Sous le délai de 8 mois à compter de la date de notification, la société BRENNTAG doit remettre à M. le préfet de Loire Atlantique une étude technico-économique de faisabilité pour le raccordement des eaux usées industrielles vers le réseau de collecte urbain. Si la faisabilité est avérée, un échéancier de réalisation des connections doit être proposé à cette même échéance.

TITRE 5 DECHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DECHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

ARTICLE 5.1.2. SEPARATION DES DECHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques..

Les déchets d'emballage visés par le décret 94-609 sont valorisées par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément au décret n° 79-981 du 21 novembre 1979, modifié, portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du Décret 94-609 du 13 juillet 1994 et de l'article 8 du décret n°99-374 du 12 mai 1999, modifié, relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du Décret 2002-1563 du 24 décembre 2002 ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES DE TRANSIT DES DECHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des

envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

ARTICLE 5.1.4. DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'EXTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts. Il s'assure que les installations visées à l'article L511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

ARTICLE 5.1.5. DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application du décret 2005-635 du 30 mai 2005 et de l'arrêté du 29 juillet 2005 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions du décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.1.7. BILAN

Une synthèse précisant de façon détaillée l'ensemble des déchets produits, leurs compositions approximatives, les enlèvements, les quantités, leurs modalités de transport et d'élimination finale, y compris des déchets éliminés au sein de l'entreprise elle-même est réalisée chaque année.

TITRE 6 PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 6.1.1. AMENAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VEHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	3dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux de bruit admissibles en limites de propriété de l'établissement ne doivent pas excéder les seuils fixés dans le tableau ci-dessous :

Type de zone	Niveaux Limites admissibles de bruit en dB (A)	
	de 7 h à 22 h,	de 22 h à 7 h,
Zone à émergence réglementées (ZER)	70	60

CHAPITRE 6.3 BILAN

Le contrôle des niveaux sonores et émergences est réalisé sous le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral et au moins une fois tous les 5 ans. Les résultats des mesures précitées sont comparés à celles prescrites à l'article 6.2 du présent arrêté préfectoral. En cas de dépassement, la société doit proposer les mesures et moyens nécessaires au respect des seuils établis suivant un échéancier de réalisation. Dès lors qu'ils sont mis en place une nouvelle campagne de mesures doit être réaliser pour s'assurer de la conformité des émissions sonores.

TITRE 7 PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

ARTICLE 7.1.1. DEFINITION

Etablissement : l'ensemble des installations classées relevant d'un même exploitant situées sur un même site au sens de l'article 12 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, y compris leurs équipements et activités connexes, dès lors que l'une au moins des installations est soumise au présent arrêté.
Accident majeur : un événement tel qu'une émission, un incendie ou une explosion d'importance majeure résultant de développements incontrôlés survenus au cours de l'exploitation, entraînant pour la santé humaine ou pour l'environnement, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement, un danger grave, immédiat ou différé, et faisant intervenir une ou plusieurs substances ou des préparations dangereuses.
Politique de prévention des accidents majeurs : la politique mise en place par l'exploitant sur la base des accidents envisagés dans l'étude de dangers définie à l'article 3-5 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, en vue de prévenir les accidents majeurs et de limiter leurs conséquences pour l'homme et l'environnement.
Système de gestion de la sécurité : l'ensemble des dispositions mises en œuvre par l'exploitant au niveau de l'établissement, relatives à l'organisation, aux fonctions, aux procédures et aux ressources de tout ordre ayant pour objet la prévention et le traitement des accidents majeurs.

ARTICLE 7.1.2. POLITIQUE DE PREVENTION DES ACCIDENTS MAJEURS

L'exploitant définit une politique de prévention des accidents majeurs. L'exploitant définit les objectifs, les orientations et les moyens pour l'application de cette politique.
Les moyens sont proportionnés aux risques d'accidents majeurs identifiés dans l'étude de dangers.
L'exploitant assure l'information du personnel de l'établissement sur la politique de prévention des accidents majeurs.
Il veille à tout moment à son application et met en place des dispositions pour le contrôle de cette application.
L'exploitant décrit la politique de prévention des accidents majeurs dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.1.3. INFORMATION DES INSTALLATIONS CLASSEES VOISINES

L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines informés des risques d'accidents majeurs identifiés dans l'étude de dangers susvisé, dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptibles d'affecter les dites installations.
Il transmet copie de cette information au préfet.

CHAPITRE 7.2 CARACTERISATION DES RISQUES

ARTICLE 7.2.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

ARTICLE 7.2.2. ZONAGE DES DANGERS INTERNES A L'ETABLISSEMENT

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon

permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.
Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.
La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

ARTICLE 7.2.3. INFORMATION PREVENTIVE SUR LES EFFETS DOMINO EXTERNES

L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines informés des risques d'accident majeurs identifiés dans l'étude de dangers dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptible d'affecter les dites installations
Il transmet copie de cette information au Préfet et à l'inspection des installations classées. Il procède de la sorte lors de chacune des révisions de l'étude des dangers ou des mises à jours relatives à la définition des périmètres ou à la nature des risques.

CHAPITRE 7.3 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

ARTICLE 7.3.1. ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.

7.3.1.1.1 Gardiennage et contrôle des accès
L'accès au site est réglementé de telle sorte que toute personne étrangère à l'établissement ne puisse entrer sur le site sans au préalable y avoir été autorisé. Cette autorisation d'accès au site est individuelle et exclusivement délivrée par une personne nommément désignée par l'exploitant dans une procédure spécifique.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.
Un gardiennage est assuré par une présence permanente en dehors des heures de fonctionnement des installations. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.
Le gardien doit avoir une vue directe sur l'auvent des solvants et l'aire de dépotage des solvants ou un report d'alarme de ces installations à son local.
Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

7.3.1.1.2 Caractéristiques minimales des voies
Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :
- largeur de la bande de roulement : 3,50 m
- rayon intérieur de giration : 11 m
- hauteur libre : 3,50 m
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

ARTICLE 7.3.2. BATIMENTS ET LOCAUX

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie.

A l'intérieur de l'entrepôt principal et de l'auvent des solvants pétroliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 7.3.2.1. Description des bâtiments

7.3.2.1.1 Caractéristiques de l'entrepôt principal

Un entrepôt d'une surface de 4 050m² au sol qui comprend plusieurs cellules : Cellule produits secs et produits liquides non inflammables conditionnés (cellule principale 2 734 m²), Cellule solvants inflammables conditionnés (532 m²), Cellule produits alimentaires (554 m²), Cellule produits comburants (26 m²), Cellule produits très toxiques liquides et solides (26, 5 m²), cellule de solvants chlorés conditionnés (160 m²). Il y a aussi l'atelier de charge des accumulateurs, une zone atelier/entretien et un vestiaire qui sont distincts de la cellule principale.

Les produits ou substances appartenant à une famille chimique donnée doivent exclusivement être stockés dans la cellule spécifique lorsqu'elle existe.

La charpente est métallique, les façades sont en bardage métallique, le sol est un revêtement bitumineux et la toiture en matériaux A2 s1 d0 (ex M0). **Au plus tard 1 an après notification du présent arrêté préfectoral**, la toiture comportera sur 1, 5% de sa surface des matériaux translucides et fusibles sous l'effet de la chaleur et 0, 5% de sa surface d'exutoires des fumées à commande manuelle et automatique. Les commandes manuelles seront placées à proximité des accès du bâtiment. Les surfaces cumulées de matériaux fusibles et des exutoires des fumées représenteront 2% de la surface de la toiture de l'entrepôt.

L'ensemble des cellules spécifiques de l'entrepôt seront disponibles **au plus tard 1 an après notification du présent arrêté préfectoral.**

Les cellules de solvants inflammables conditionnés, des produits comburants, solvants chlorés conditionnés et de produits très toxiques disposent de parois REI 120 (ex CF 2h) allant jusqu'à la toiture. Les portes de ces cellules sont toutes en matériaux REI 60 (ex CF1h) sauf la porte de la cellule des solvants inflammables conditionnés qui est REI 120 (ex CF 2h) et la porte de la cellule des produits alimentaires qui ne présente pas de caractéristique de tenue au feu particulière (porte rapide).

7.3.2.1.1.1 La cellule de produits secs et produits liquides non inflammables conditionnés (cellule principale)

Les produits secs et les produits liquides non inflammables sont stockés en racks de 3 niveaux maximum.

L'exploitant doit respecter cet article au plus tard le 30 décembre 2007

7.3.2.1.1.2 La cellule de solvants inflammables conditionnés

Les produits sont stockés dans des racks ou gerbés :

- Soit, gerbage à 2 niveaux avec 1 au sol (hauteur maximum : 3, 06m);
- Soit, sur des racks (3 niveaux au-dessus du sol, le dernier niveau étant situé à 3, 6m de hauteur).

L'exploitant doit respecter cet article au plus tard le 30 décembre 2007

7.3.2.1.1.3 La cellule de produits alimentaires

Les produits sont stockés dans des racks sur 3 niveaux.
L'exploitant doit respecter cet article au plus tard le 30 décembre 2007

7.3.2.1.1.4 La cellule servant de dépôt de peroxydes (cellule comburants)

Les peroxydes sont exclusivement entreposés dans cette cellule spécifique.

La cellule servant de dépôt de peroxydes (comburants) doit être fermée sur trois côtés par des parois sans ouverture pouvant résister au souffle d'une explosion; sur le quatrième côté, il est constitué par une cloison légère pouvant céder sous le souffle d'une explosion. La paroi soufflable est orientée du côté le moins fréquenté. La cellule comburants ne doit comporter qu'un seul niveau. Le sol de la cellule est imperméable et incombustible. Si des ouvertures sont pratiquées dans les murs ou la porte de la cellule des comburants, pour assurer une ventilation, elles doivent être munies de grilles pare-flammes et construites en chicane. L'éclairage de la cellule est effectué au moyen de dispositifs conçus pour les atmosphères explosifs (ADF).

La cellule des peroxydes est mise en rétention, afin d'éviter tout déversement accidentel des produits stockés à l'extérieur. Cette cuvette de rétention doit aussi permettre que tout déversement de liquides inflammables ou de substances combustibles ne puisse accéder jusqu'au stockage.

Les appareils d'éclairage ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou de créer un échauffement. Les conducteurs doivent répondre aux normes NFC 15 100 ou aux normes CENELEC équivalentes.

Les commutateurs, les courts-circuits, les fusibles, les moteurs, les rhéostats sont placés à l'extérieur, à moins qu'ils ne soient d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles. Dans ce cas, ces appareils sont installés et sont maintenus conformément aux dispositions mises en évidence par l'exploitant dans l'étude sur les dangers prévue à l'article 3 (5°) du décret du 21 septembre 1977. Une attestation par la société qui fournit le courant, ou par tout organisme officiellement qualifié, est alors jointe à l'étude.

L'exploitant doit respecter cet article au plus tard le 30 décembre 2007

7.3.2.1.1.5 La cellule des préparations ou substances très toxiques

Les substances ou préparations très toxiques liquides sont uniquement stockées dans cette cellule spécifique.

La façade donnant vers l'extérieur est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés.

Le sol des aires de stockage des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, interne vis-à-vis des produits, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les eaux d'extinction et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.

La cellule de stockage doit être largement ventilée sur l'extérieur.
Il ne devra comporter aucune installation électrique sauf l'éclairage qui doit être ADF. L'introduction de feu nu, objet incandescent ou dispositif susceptible de générer de l'électricité statique est interdite.
L'interdiction de fumer doit être également indiquée sur la porte d'entrée.
Les éléments métalliques constituant l'ossature du bâtiment abritant ce stockage devront être mis à la terre par un conducteur assurant une résistance électrique inférieure à 10 ohms.

Les récipients devront porter de façon apparente la désignation du produit contenu ainsi que les mentions préconisées par le producteur (« dangereux », ...).
Les récipients contenant des substances ou préparations très toxiques liquides doivent être à usage unique.
Les récipients contenant des substances ou préparations très toxiques liquides seront placés au-dessus d'une cuvette de rétention étanche et résistant à ces fluides. La cuvette de rétention ne doit pas être déportée. Le volume de la cuvette de rétention du compartiment concerné par le stockage de chaque substance ou préparation très toxique liquide devra être conforme aux dispositions de l'article 7.6.3 du présent arrêté.
Un stockage suffisant de chaux éteinte ou d'un produit présentant des garanties de neutralisation équivalentes, devra être disposé à proximité immédiate de la cellule.
Une affiche précisera les précautions à prendre en cas de fuite, rupture de récipient ou autre accident.
L'établissement devra disposer au minimum de 2 appareils respiratoires isolants d'un modèle efficace pour évoluer dans une atmosphère contenant de l'acide fluorhydrique, de 2 combinaisons de protection et de gants.
Ce matériel devra être entreposé à des emplacements clairement définis et sera contrôlé périodiquement. Le personnel sera initié et entraîné au maniement et au port de ce matériel de protection.
Des postes d'eau à débit élevé, douches et fontaines oculaires seront installés à proximité du dépôt.
Tous les emballages doivent comporter l'indication des produits contenus.
Les produits susceptibles de réagir entre eux en cas d'incendie (oxydants et réducteurs) doivent être fractionnés en lots répartis dans le dépôt de façon à maintenir des espaces libres suffisants pour la circulation.
Le bâtiment ne doit comporter que des matériaux incombustibles et il est interdit d'utiliser de l'eau dans le local.
Seul un préposé responsable désigné par le chef d'établissement doit être habilité à délivrer les quantités nécessaires et à veiller à la bonne exécution des opérations de manipulation.
L'exploitant doit respecter cet article au plus tard le 30 décembre 2007

7.3.2.1.1.6 Stockage des emballages plastiques (bonbonnes...)

Stockage en 8 îlots identifiés au sol de 1 216 m^3 (16X19X4) d'emballage plastiques neufs, à réparer ou à nettoyer le long de l'entrepôt principal (façade Sud).

L'exploitant doit respecter cet article au plus tard 1 an après notification du présent arrêté préfectoral .

Article 7.3.2.2. Description de l'unité de solvants pétroliers

L'aire de dépotage dispose de bacs fixe et mobile, type « lèchefrite » au niveau des connexions des flexibles.

Les cuves enterrées sont constituées d'une double enveloppe équipée d'un système de détection de fuite avec report d'alarme vers un système centralisé. Les 10 cuves reposent sur un radier béton d'une surface de 757m^2.

Chaque compartiment de chaque cuve est équipé d'une sonde de contrôle du niveau de type radar. Les niveaux sont reportés vers le bureau d'exploitation avec déclenchement d'une alarme en cas de dépassement. Le conduit d'alimentation des cuves est obturé par un flotteur dès lors que le niveau de remplissage haut est atteint. Le remplissage des cuves est gravitaire.

L'auvent est à structure métallique. La toiture est constituée de matériaux A2 s1 d0 (ex Mo) bacs aciers et polyester sans étanchéité. Une ventilation statique haute assure le désenfumage en toiture. Le mur qui jouxte le stockage enterré est en matériaux REI120 (ex CF 2h) tout comme celui qui est parallèle. Les parois perpendiculaires aux murs précités sont en bardage métallique (A2 s1 d0 ex M0). Elles sont ouvertes sur au moins 50% de la surface de la paroi.

Il ne devra comporter que des installations électriques y compris l'éclairage qui doit être ADF.

Les emballages vides sont stockés :

- pour les conteneurs métalliques, sur une aire contiguë à la zone de stockage enterré. Sa surface au sol est de 55m² et la hauteur de stockage est limitée à 2 niveaux ;
- pour les emballages en plastique, au sein du auvent de conditionnement des solvants pétroliers La hauteur de stockage est limitées à 3 niveaux.

Article 7.3.2.3. Description des aires de CMA et CMB

7.3.2.3.1.1 Commun à la CMA et CMB

Les installations de stockage et l'auvent de manipulation doivent être implantées à une distance d'au moins 10 mètres des limites de propriété

L'installation de stockage doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

Le sol des aires et des aires de stockage et de manipulation, y compris les aires de chargement et de déchargement, des produits chimiques ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les produits répandus accidentellement

Les réservoirs seront placés sur des bâtis ou supports construits dans les règles de l'art et offrant toutes garanties de résistance mécanique ; ils sont maintenus à l'abri de toutes corrosions. Concernant la circulation au sein de l'entrepôt, toutes dispositions doivent être prises pour qu'en aucun cas le heurt d'un véhicule ne puisse nuire à la solidité de l'ensemble. En conséquence, les voies de circulation sont disposées de telle sorte qu'un intervalle avec bornes de protection surélevées d'au moins cinquante centimètres existe entre le soutènement des réservoirs et les véhicules. Les réservoirs situés en surélévation sont installés de manière telle qu'on puisse facilement circuler et déceler tout suintement ou fuite et y remédier.

Des échelles à crinoline et garde-fous doivent être mis en place sur les cuves des parcs de cuves CMA et CMB pour l'accès aux parties hautes, lorsque cet accès ne peut être assuré en toute sécurité au moyen d'une nacelle.

Une ventilation locale par aspiration à la source ou un système d'aspiration mobile doit être mise en place au niveau des auvents de conditionnements CMA et CMB.

L'exploitant doit respecter cet article au plus tard 1 an après notification du présent arrêté préfectoral.

Article 7.3.2.4. Description du stockage de palettes en bois

Les palettes sont exclusivement entreposées au sein de la zone qui leur est dédiée. Cette zone est indiquée sur le plan joint en ANNEXE 2 du présent arrêté.
La zone de stockage a les dimensions suivantes : hauteur de stockage 3 m, longueur 9m et largeur 7m.

ARTICLE 7.3.3. INSTALLATIONS ELECTRIQUES – MISE A LA TERRE

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défectuosités relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Article 7.3.3.1. Zones à atmosphère explosible

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Le matériel électrique mis en service à partir du 1er janvier 1981 est conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel précité.

Les masses métalliques contenant et / ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

ARTICLE 7.3.4. PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993. Cette protection est assurée contre les effets directs et indirects de la foudre.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la C.E. ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre est installé sur les dispositifs de protection contre la foudre. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci est démontrée. La vérification du dispositif de comptage est réalisée périodiquement et suite à chaque événement orageux. Elle est enregistrée.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié au moins tous les cinq ans et selon le type de protection mise en place.

Une vérification est également réalisée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place ou après impact de foudre dommageable, comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Après chacune des vérifications, l'exploitant établit une déclaration de conformité.

Les pièces justificatives des vérifications citées ci-dessus ainsi que la déclaration de conformité aux normes à obtenir après chaque modification des dispositifs de protection contre la foudre et l'étude foudre prévue dans ces normes sont tenues à la disposition de l'inspection des installations.

CHAPITRE 7.4 GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES

ARTICLE 7.4.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINEES A PREVENIR LES ACCIDENTS

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage

et l'environnement. (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites.

Ces consignes ou modes opératoires définissent notamment : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité le détail des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.
La mise en service d'unités nouvelles ou modifiées est précédée d'une réception des travaux attestant que les installations sont aptes à être utilisées.

La procédure de dépotage/empotage doit notamment prévoir :
- Le contrôle du numéro de cuve avant branchement par un employé de la société ;
- La mise à la terre des citernes pour les liquides classés inflammables.

Les vannes de dépotage des liquides corrosifs doivent être équipées de cadenas dont la clé sera remise à l'accueil au moment de la vérification des papiers du chargement.

Lors du conditionnement des solvants inflammables, une enfûteuse semi-automatique et des cannes longues doivent être utilisées et les fûts doivent être mis à la terre.

La présence permanente sur les quais de l'entrepôt principal de substances ou produits est interdite hors des opérations de chargement/déchargement des camions.

ARTICLE 7.4.2. VERIFICATIONS PERIODIQUES

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

ARTICLE 7.4.3. INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention.

ARTICLE 7.4.4. FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.
Cette formation comporte notamment :
- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et restriction de manipulation,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à

l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger ;

ARTICLE 7.4.5. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne nommément désignée.

Article 7.4.5.1. Contenu du permis de travail, de feu

Le permis rappelle notamment :
- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.
A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.
Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.
Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement interviennent pour tous travaux ou interventions qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.
L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.
En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :
- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

ARTICLE 7.4.6. CAS PARTICULIERS DE LA PREPARATION DES CAMIONS DE LIVRAISON

Sous le délai de 1 an compté à partir de la date de notification du présent arrêté préfectoral, la société BRENNTAG doit proposer à monsieur le préfet de Loire Atlantique une configuration de stationnement des camions chargés de substances ou produits chimiques qui répond aux conditions minimales de stationnement suivantes définies ci dessous :
- le stationnement s'effectue en dehors de toutes zones d'effets irréversibles connus ;
- le stationnement ne doit pas faire obstacle à l'intervention des services de secours extérieurs ;
- en cas de sinistre, l'emprise des zones d'effets irréversibles reste contenue au sein de l'emprise de l'établissement ;

- en cas de sinistre, les zones d'effets dominos (8 kW/m²) n'affectent aucune installations de l'établissement.

La proposition de la société BRENNTAG sera argumentée au travers d'une mise à jour de l'étude des dangers portant sur le stationnement des camions.

Sous le délai de 2 ans comptés à partir de la date de notification du présent arrêté préfectoral, la société BRENNTAG doit mettre en œuvre les mesures et moyens visant à atteindre les conditions minimales de stationnement des camions chargés de substances ou produits chimiques précitées.

La présence permanente sur les quais de l'entrepôt principal de substances ou produits est interdite hors des opérations de chargement/déchargement des camions.

ARTICLE 7.4.7. GESTION DES « RETOURS DE LIVRAISON »

Au sein de la cellule principale, l'exploitant identifie au sol une zone temporaire de stockage des produits « retours de livraison ». Cette zone doit comporter autant de parties qu'il y a de cellules de stockage, c'est à dire, 6. Les produits sont stockés dans cette zone temporaire dans la partie correspondant à leur lieu de stockage définitif : ils ne doivent pas être mélangés. Si ces « retours de livraison » s'avèrent être souillés, ils sont alors orientés vers le lieu de stockage des déchets appropriés de l'établissement, conformément au TITRE 5 (déchets) du présent arrêté.

Chaque partie de la zone doit disposer d'une rétention individuelle suffisamment dimensionnée et conformément à l' Article 7.6.3.
La durée de stockage des « retours de livraison » dans cette zone est limitée au temps de déchargement du camion augmenté du reste de la demi-journée durant laquelle le camion revient de livraison.

La zone temporaire doit être totalement vide en dehors des périodes de déchargement des camions de livraison et à la fin de chaque journée de déchargement des camions de livraison.

ARTICLE 7.4.8. EXPLOITATION DU STOCKAGE DE PEROXYDES

Le maintien du dépôt de peroxydes à une température minimale doit être réalisé.

L'état des stocks (volume, emplacement, qualité) doit être mis à jour régulièrement. Ces données doivent être disponibles à l'extérieur à tout instant, en vue notamment d'une transmission immédiate au service de sécurité.

En dehors des séances de travail, les portes du dépôt sont fermées à clef. Les clefs sont détenues par un préposé responsable.

La personne désignée pour réceptionner les produits au moment de la livraison doit procéder à une vérification de leur température de stockage afin de ne pas introduire des produits thermiquement non conformes dans le dépôt. Dans le cas contraire, le produit doit être détruit par dilution ou par tout autre moyen approprié.

Le dépôt est affecté uniquement au stockage des peroxydes organiques et des préparations en contenant. Il est interdit d'y placer d'autres produits tels, par exemple, des accélérateurs de polymérisation. Le transvasement des produits doit s'effectuer à l'extérieur du dépôt, dans un local aménagé à cet effet. Les chocs et les frictions doivent être évités. Les résidus ne doivent, en aucun cas, être remis dans les récipients d'origine. Tout récipient ou emballage ayant déjà servi au stockage d'une catégorie de peroxyde ne peut en aucun cas être réutilisé tel que sur le site.

Le ou les modes opératoires pour la manipulation des peroxydes organiques sont définis et tenus à jour par l'exploitant. L'exploitant ne pratique aucun reconditionnement au sein de l'établissement.

Les peroxydes sont conservés dans le dépôt dans leurs emballages réglementaires utilisés pour le

transport.

La cellule est maintenue en état constant de propreté, tout produit répandu accidentellement doit être enlevé aussitôt et détruit ou neutralisé suivant une consigne prévue d'avance pour chaque qualité de peroxyde.

Il est interdit de faire du feu, de pénétrer avec une flamme ou avec un objet ayant un point en ignition, de fumer dans la cellule et d'utiliser des outils provoquant des étincelles. Cette interdiction est affichée en caractères très apparents dans et à l'entrée de la cellule. Dans le cas de travaux avec points chauds, le local ne doit pas contenir de peroxyde. La délivrance d'un permis de feu est obligatoire pour une durée précisée avec fixation de consignes particulières.

Il est interdit de manipuler des liquides inflammables à l'intérieur de la cellule.

Les personnes travaillant dans l'établissement sont spécialement instruites des dangers présentés par ces produits, ainsi que de la nature du matériel et des substances qui ne doivent pas entrer en contact avec les peroxydes. Elles reçoivent une formation spécialisée, notamment à leur manipulation. Ces instructions sont répétées à intervalles appropriés.

Un équipement de sécurité (lunettes, gants, vêtements, etc.) adéquat et en quantité suffisante est mis à la disposition des personnes susceptibles d'être présentes à l'intérieur de l'établissement. Le personnel dispose des moyens adaptés de premiers secours concernant les effets physiologiques des peroxydes organiques.

Des consignes claires tenues à jour sont portées à la connaissance du personnel précisant la conduite à tenir en cas d'incendie. Elles doivent être affichées dans des lieux régulièrement fréquentés par le personnel, à l'extérieur du stockage, et notamment à proximité du poste d'alerte. Des rappels fréquents de ces consignes sont assurés par des personnels compétents. Le personnel sera également formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie.

ARTICLE 7.4.9. EXPLOITATION DU STOCKAGE DE PREPARATIONS OU SUBSTANCES TRES TOXIQUES

La hauteur maximale d'un stockage de substances ou préparations très toxiques sous forme solide ne doit pas excéder 8 mètres dans un bâtiment.

La hauteur maximale d'un stockage de substances ou préparations très toxiques sous forme liquide ne devra pas excéder 5 mètres dans un bâtiment.

Dans tous les cas, les substances ou préparations inflammables au sens de l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 doivent être situées dans une cellule spécifique.

Pour assurer une bonne ventilation, un espace libre doit être d'au moins un mètre entre le stockage des substances ou préparations très toxiques et le plafond.

Le volume d'eau disponible pour lutter contre un incendie est au moins égal à 5 m3 par tonne de produit stocké lorsqu'il n'existe pas d'installations fixes d'extinction. Lorsqu'il existe une installation fixe d'extinction, le volume d'eau disponible doit permettre une application d'au moins 2 heures.

Les substances ou préparations doivent être stockées par groupe en tenant compte de leur incompatibilité liée à leurs catégories de danger.

Les stockages de récipients contenant des substances ou préparations très toxiques liquides et solides présentant un risque d'inflammabilité ou d'explosibilité doivent être à une distance minimale de 5 mètres des stockages d'autres substances ou préparations ou matériaux présentant un risque d'inflammabilité ou d'explosibilité.

Dans le cas où les dispositions ci-dessus ne peuvent pas être respectées, les stockages de récipients contenant des substances ou préparations très toxiques qui sont inflammables devront être séparés de tout produit ou substance inflammable par des parois coupe-feu de degré 1 heure d'une hauteur d'au

moins 3 mètres et dépassant en projection horizontale la zone à protéger de 1 mètre.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible et/ou toxique.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité de dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

Le matériel d'intervention doit comprendre au minimum :

- 2 appareils respiratoires isolants (air ou O2),

- 2 combinaisons de protection sauf pour le cas des gaz non corosifs,

- des gants.

Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

L'exploitant détermine sous sa responsabilité les parties de l'installation et la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques...). Ce risque est signalé.

Les canalisations électriques ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

Les fûts, tonnelets ou bidons contenant des substances ou préparations très toxiques doivent être stockés verticalement sur des palettes. Toute disposition doit être prise pour éviter la chute des récipients stockés à l'horizontale.

ARTICLE 7.4.10. EXPLOITATION DES AIRES DE CMA ET CMB

L'installation de stockage doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne habilitée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation. En particulier, les réservoirs devront faire l'objet d'examens périodiques. L'examen extérieur des parois latérales et du fond des réservoirs doit être effectué régulièrement sans que l'intervalle séparant deux inspections puisse excéder trois ans. Le bon état de l'intérieur du réservoir doit également être contrôlé par une méthode adaptée. Une attention particulière doit être portée aux réservoirs de stockage à fond plat afin de prévenir tout risque de corrosion externe. Les précautions utiles (ventilation, contrôle de l'absence de gaz toxiques ou inflammables, équipement du personnel qualifié pour ces contrôles, vêtements spéciaux, masques...) seront mises en oeuvre. Si ces examens révèlent un suintement, une fissuration ou une corrosion, on doit procéder à la vidange complète du réservoir, après avoir pris les précautions nécessaires, afin d'en déceler les causes et y remédier. Un contrôle des impuretés éventuelles pouvant être présentes doit régulièrement être effectué. Les lavages pouvant précéder les vérifications périodiques ne doivent pas provoquer d'attaque sensible des matériaux susceptibles d'être accompagnée de dégagement gazeux. Le bon état des charpentes métalliques supportant les réservoirs si tel est le cas doit également faire

l'objet de vérifications. Les dates des vérifications effectuées et leurs résultats seront consignés sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les opérations de vidange et de remplissage des réservoirs doivent être effectuées de façon à éviter toute possibilité d'épanchement de liquides ou de mélanges de liquides incompatibles. Le niveau de remplissage des cuves doit toujours être disponible et vérifier avant toutes manipulations de produit. Elles s'effectuent sous la conduite d'une personne dûment habilitée à cet effet, d'une manière directe ou indirecte, pendant les opérations de transfert.

L'alimentation des réservoirs s'effectue au moyen de canalisations en matériaux résistant à l'action chimique du liquide ; le bon état des canalisations doit être vérifié régulièrement.

Toute possibilité de débordement de réservoirs, de fûts métalliques ou containers, en cours de remplissage est évitée soit en apposant un dispositif de trop-plein assurant de façon visible l'écoulement du liquide dans les réservoirs annexes, soit en apposant un dispositif commandant simultanément l'arrêt de l'alimentation et le fonctionnement d'un avertisseur à la fois sonore et lumineux. Les évents, les trous de respiration et, en général, tous mécanismes pour évacuer l'air du réservoir au moment du remplissage ou pour faire pénétrer l'air au moment de la vidange, doivent avoir un débit suffisant pour qu'il n'en résulte jamais de surpressions ou de dépressions anormales à l'intérieur.

Il peut arriver que de l'hydrogène dissous puisse être émis dans le ciel gazeux au-dessus de la phase liquide dans les réservoirs de stockage de soude. Un contrôle de l'absence de gaz inflammables (mélange hydrogène/air) doit précéder toute activité de maintenance.

Les lieux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières organiques, de produits combustibles ainsi que des produits chimiques susceptibles d'entrer en réaction avec les bases visées. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les bases et acides visés.
L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels. L'installation disposera d'un poste de premiers secours permettant d'intervenir rapidement en cas d'accident.

Le matériel d'intervention doit comprendre, au minimum, les équipements de protection individuelle suivants :

- 2 combinaisons de protection chimique de type EN adaptée aux risques ;
- des masques respiratoires équipés de filtres à particules ;
- un poste d'eau à débit abondant ;
- des fontaines oculaires et douches de sécurité ;
- des gants et lunettes de protection.

Un panneau signalisateur indiquera la nature du dépôt de manière qu'en cas d'intervention les pompiers soient prévenus du danger que présente la projection d'eau sans précautions sur les bases concernées. Il précisera explicitement les moyens spécifiques d'extinction à employer.

Dans le cas des acides et des bases, stockés dans des locaux, ceux-ci doivent être bien ventilés. Ils doivent être stockés à l'écart de toute source de chaleur ou d'ignition, tenus éloignés des substances inflammables ou explosives, des acides, des métaux (aluminium et magnésium notamment), des peroxydes organiques.
Les orifices de dégazage doivent être implantés en point haut des réservoirs de manière à éliminer l'accumulation d'hydrogène dans le ciel gazeux des réservoirs.

Le récipient de stockage, ses accessoires et équipements tels que brides, pieds de bacs doit être compatible avec le produit à stocker et résistant à la corrosion induite par la solution à stocker.

Lors de la première mise en service de l'installation d'emploi et ensuite lors de toute modification ou de réparation de cette installation, un contrôle d'étanchéité sera réalisé par une personne ou une entreprise compétente désignée par l'exploitant. Cette vérification doit faire l'objet d'un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées

CHAPITRE 7.5 FACTEUR ET ELEMENTS IMPORTANTS DESTINES A LA PREVENTION DES ACCIDENTS

ARTICLE 7.5.1. LISTE DES ELEMENTS IMPORTANTS POUR LA SECURITE

L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude des dangers la liste des facteurs importants pour la sécurité. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement
Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour.

ARTICLE 7.5.2. FACTEURS ET DISPOSITIFS IMPORTANTS POUR LA SECURITE

Les dispositifs importants pour la sécurité, qu'ils soient techniques, organisationnels ou mixtes, sont d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, et maintenues dans le temps. Leur domaine de fonctionnement fiable, ainsi que leur longévité, doivent être connus de l'exploitant.
Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés, à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion, etc.).
Toute défaillance des équipements, de leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information est automatiquement détectée. Alimentation et transmission du signal sont à sécurité positive.
Ces dispositifs et en particulier, les chaînes de transmission, sont conçus pour permettre leur maintenance et de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.
Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites.
Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.
En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'un dispositif important pour la sécurité, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

ARTICLE 7.5.3. SYSTEMES D'ALARME ET DE MISE EN SECURITE DES INSTALLATIONS

Des dispositions sont prises pour permettre, en cas de dépassement de seuils critiques préétablis, d'alarmer le personnel de surveillance de tout incident et de mettre en sécurité les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement, en particulier pour les cuves de stockage CMA, CMB, des solvants pétroliers et de la station de neutralisation.
Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition

contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.
Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.
Les actions déclenchées par le système de mise en sécurité ne doivent pas pouvoir être annulées ou rendues inopérantes par action simple sur le système de conduite ou les organes concourant à la mise en sécurité, sans procédure préalablement définie.

ARTICLE 7.5.4. DISPOSITIF DE CONDUITE

Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.
Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurés et équipés d'alarme.

ARTICLE 7.5.5. SURVEILLANCE ET DETECTION DES ZONES DE DANGERS

Les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement sont munies de systèmes de détection et d'alarme dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer.
L'entrepôt de stockage dispose d'un système de détection incendie avec report d'alarme au sein d'un bureau où une personne est présente en permanence.
L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable permettant d'informer rapidement le personnel de tout incident et prenant en compte notamment la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement.
L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.
Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement des seuils prédéterminés :

- des dispositifs d'alarme sonore et visuelle destiné au personnel assurant la surveillance de l'installation,
- une mise en sécurité de l'installation selon des dispositions spécifiées par l'exploitant.

La surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection.
Tout incident ayant entraîné le dépassement de l'un des seuils donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.
En plus des détecteurs fixes, le personnel dispose de détecteurs portatifs maintenus en parfait état de fonctionnement et accessibles en toute circonstance.

ARTICLE 7.5.6. ALIMENTATION ELECTRIQUE

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.
Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

ARTICLE 7.5.7. UTILITES DESTINEES A L'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

ARTICLE 7.5.8. AMENAGEMENTS IMPORTANTS POUR LA SECURITE

Article 7.5.8.1. Unité des solvants pétroliers

Au plus tard 1 an après notification du présent arrêté préfectoral, il sera érigé un mur REI 120 (ex CF 2h) haut de 4, 7m par rapport au niveau du sol de l'auvent de conditionnement des solvants pétroliers et 12 m de long au niveau de la façade ouverte Nord de l'auvent de conditionnement des

solvants pétroliers. Il est parallèle à la façade Nord, centré par rapport à l'accès de celle-ci et distant de 3m de celle-ci.

Au plus tard 1 an après notification du présent arrêté préfectoral, il sera érigé un mur REI 120 (ex CF 2h) de 2m de haut. Sa position et sa longueur sont celles définis au plan en annexe 5.

Article 7.5.8.2. Cours de l'établissement

Au plus tard 1 an après notification du présent arrêté préfectoral, il sera érigé le muret de la capacité de rétention des eaux d'extinction du site. Il débute au niveau de la borne incendie du site situé au Nord –Est (proximité des postes de chargement de la société voisine LPC) et se poursuit le long de la limite de propriété jusqu'à l'accès des services de secours situé à proximité de la voie SNCF et s'achève par une portion entre la limite de propriété précitée et le stockage de CMB. Il sera haut de 80 cm. Il doit être conforme au plan joint en annexe 5 du présent arrêté.

La vanne de fermeture du fond de la cour doit être commandable manuellement et à distance.

La consigne relative à la fermeture de la vanne du fond de la cour doit être rédigée et connue du personnel. Elle doit au minimum indiquer les évènements susceptibles de déclencher la mise en place d'une telle fermeture.

CHAPITRE 7.6 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.6.1. ORGANISATION DE L'ETABLISSEMENT

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.6.2. ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 8OO l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

ARTICLE 7.6.3. RETENTIONS

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,

- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,

- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.
La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.
Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.
Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

7.6.3.1.1 Capacités de rétention du site
L'ensemble des volumes des capacités de rétention du site est indiqué au plan joint en annexe 4

7.6.3.1.2 Cas du auvent des solvants pétroliers
L'auvent des solvants pétroliers est pourvu de 2 aires de rétentions distinctes :

- Aire du conditionnement des liquides inflammables n°1, capacité 25 m^3 ;
- Aire de conditionnement des liquides inflammables n°2, capacité 8 m^3.

ARTICLE 7.6.4. RESERVOIRS

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

ARTICLE 7.6.5. REGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respectent les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 7.6.6. LES LIEUX D'EMPLOI

L'exploitant réalise exclusivement des « mélanges à façon », du stockage et du reconditionnement en petits volumes au sein de son établissement.

ARTICLE 7.6.7. TRANSPORTS - CHARGEMENTS – DECHARGEMENTS

Commun aux CMA, CMB et solvants pétroliers

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Un agent de la société reste en permanence présent au cours d'un chargement (respectivement déchargement) de produit. Ces opérations font l'objet d'une consigne d'exploitation spécifique qui précise notamment l'obligation de constituer la capacité de rétention de l'aire de chargement (respectivement déchargement).

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers les dispositifs de rétention correspondant au minimum au volume de la citerne.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Cas des CMA et CMB

Le dispositif de surveillance du niveau dans les cuves est pourvu d'une alarme de niveau haut avec report dans l'auvent ainsi qu'au niveau du poste de chargement/déchargement. En cas de dépassement, il y a déclenchement d'une alarme sonore et visuelle au niveau de l'aire de dépotage.
Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

Les opérations de dépotage/empotage des produits dangereux suivront une procédure comprenant les conditions suivantes :

- Le contrôle du numéro de cuve avant branchement par un employé de la société BRENNTAG ;
- En cas de dépotage, le contrôle de la compatibilité entre le volume disponible de la cuve enterrée et du volume à délivre. Les niveaux haut ou très haut visés au présent article ne doivent pas être atteints.;
- La présence permanente d'une personne surveillant le dépotage/empotage.

Cas des solvants pétroliers

Le déchargement s'opère gravitairement du camion vers la cuve via un flexible de raccordement. Le dispositif de surveillance du niveau dans les cuves est reporté dans les bureaux d'exploitation. En cas de dépassement, il y a déclenchement d'une alarme au niveau des bureaux d'exploitation. Dès lors

que le seuil de niveau très haut est dépassé un clapet/flotteur vient obturer l'orifice de la cuve et interdit la poursuite du dépotage.
Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

Les opérations de dépotage/empotage des produits dangereux suivront une procédure comprenant les conditions suivantes :

- Le contrôle du numéro de cuve avant branchement par un employé de la société BRENNTAG ;
- En cas de dépotage, le contrôle de la compatibilité entre le volume disponible de la cuve enterrée et du volume à délivre. Les niveaux haut ou très haut visés au présent article ne doivent pas être atteints.;
- La mise à la terre des citernes pour les liquides classés inflammables
- La présence permanente d'une personne surveillant le dépotage/empotage.

La procédure de dépotage/empotage doit comporter au minimum les éléments ci dessus.
Lors du conditionnement des solvants inflammables, une enfûteuse semi-automatique et des cannes longues doivent être utilisées et les fûts doivent être mis à la terre.
La surface de rétention sera étanche aux solvants et les produits captés sur cette surface seront collectés dans une capacité de rétention correspondant au minimum au volume de la citerne la plus importante pouvant livrer le site.

ARTICLE 7.6.8. ELIMINATION DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

CHAPITRE 7.7 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 7.7.1. DEFINITION GENERALE DES MOYENS

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.
L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.

ARTICLE 7.7.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.7.3. PROTECTIONS INDIVIDUELLES DU PERSONNEL D'INTERVENTION

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont

mis à disposition de toute personne :
- de surveillance,
- ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques.
Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles.
Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement et en sens opposé selon la direction des vents.

ARTICLE 7.7.4. MESURES SPECIFIQUES ET MOYENS DE DEFENSE INCENDIE

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur :

- d'une capacité en eau suffisante pour le refroidissement des bacs de stockage de grande capacité ;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'auvent, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. On peut citer l'utilisation de mousse, de la poudre chimique ou de l'anhydride carbonique ;

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux,...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre notamment le refroidissement des bacs de stockage ; les postes d'eau doivent être équipés en permanence de tuyaux avec lances ;

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;

- d'un système interne d'alarme incendie(coups de poing...) ;

- d'un système de détection automatique d'incendie (dans l'entrepôt principal et ses cellules spécifiques, dans l'auvent à solvants pétroliers...) ;

- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;

- de matériels spécifiques : masques, combinaisons, etc.

Le personnel doit être formé et entraîné au maniement et au port du matériel de protection.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Un panneau signalisateur indiquera la nature du dépôt de manière qu'en cas d'intervention les pompiers soient prévenus du danger que présente la projection d'eau sans précautions sur les bases concernées. Il précisera explicitement les moyens spécifiques d'extinction à employer.

ARTICLE 7.7.5. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE DU SITE

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- une réserve d'eau constituée au minimum de 4000m^3 et disponible en toute circonstance. Cette réserve pourra être mise en commun avec la société voisine LPC,
- 1 système d'extinction fixe et autonome d'extinction mousse à haut foisonnement sous l'auvent des solvants pétroliers, à déclenchement manuel, avec une réserve d'émulseur de 1000l.
- 1 système d'extinction fixe et autonome d'extinction mousse à bas foisonnement dans la zone de dépotage des solvants pétroliers (couronne d'arrosage couvrant l'ensemble de l'aire), à déclenchement manuel, avec une réserve d'émulseur de 2000l ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis

dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;

- des robinets d'incendie armés dans l'entrepôt et l'auvent des solvant pétroliers ;
- d'un système de détection automatique d'incendie dans l'entrepôt et l'auvent de solvants pétroliers ;
- 2 poteaux incendie communaux à moins de 100m du site ;
- 1poteau incendie double au sein de l'établissement, au fond de la cour (2 X 100 mm) raccordé au réseau de ville ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

La ressource en eau incendie extérieure à l'établissement (lagune de la société LPC) doit être disponible et opérationnelle de façon permanente conformément au protocole d'accord signé entre les sociétés BRENNTAG et LPC (Article 7.7.7. du présent arrêté).

ARTICLE 7.7.6. CONSIGNES DE SECURITE

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

ARTICLE 7.7.7. CONSIGNES GENERALES D'INTERVENTION

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.
Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.
L'exploitant a signé un protocole d'accords avec la société LPC en 1988. Ce protocole d'accord est révisé autant que de besoin, et en particulier lors de la mise en service d'une nouvelle installation, de la modification des installations existantes et lors de la révision de l'étude des dangers.

Article 7.7.7.1. Système d'alerte interne

Le système d'alerte interne et ses différents scénarios est défini dans un dossier d'alerte.
L'entrepôt et toutes les cellules spécifiques sont pourvus d'un système de détection incendie dont le déclenchement est reporté à une entreprise extérieure de surveillance et le gardien.
Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à

partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.
Il déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus.
Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse cent mètres.

Une liaison spécialisée est prévue avec le centre de secours retenu au P.O.I.
Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositifs, visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent, sont mis en place à proximité de l'installation classée autorisée susceptible d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement.
Cet article doit être respecté au plus tard 1 an après notification du présent arrêté préfectoral.

Article 7.7.7.2. Plan d'opération interne

Au plus tard 1 an après notification du présent arrêté préfectoral, l'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude des dangers.
En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (P.P.I.) par le Préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre à l'extérieur de l'usine les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I. pour mise en application des articles 2.5.2 et 3.2.2 de l'instruction ministérielle du 12 juillet 1985.
Le P.O.I. est conforme à la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.
Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents scénarios d'accident envisagés dans l'étude des dangers ; il doit de plus planifier l'arrivée de tous renforts extérieurs situés à moins de 3 heures de délai d'acheminement.
Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.
L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :
- la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment :
- l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
- la formation du personnel intervenant,
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- l'analyse des accidents qui surviendraient sur d'autres sites,
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude des dangers,
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du POI, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,
- la mise à jour systématique du POI en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T.), s'il existe, ou à défaut l'instance représentative du personnel, est consulté par l'industriel sur la teneur du P.O.I. ; l'avis du comité est transmis au Préfet.
Le Préfet pourra demander la modification des dispositions envisagées par l'exploitant dans le projet de P.O.I. qui doit lui être transmis préalablement à sa diffusion définitive, pour examen par l'inspection des installations classées et par le service départemental d'incendie et de secours.

Le P.O.I. est remis à jour tous les 5 ans ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.
Les modifications notables successives du P.O.I. doivent être soumises à la même procédure d'examen préalable à leur diffusion.
Des exercices réguliers sont réalisés en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I.
L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions, lui est adressé.

Article 7.7.7.3. Bassin de confinement et bassin d'orage

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont obturables et raccordés à un bassin de confinement étanche (cour bitumée de l'établissement Article 7.5.8.2.) aux produits collectés et d'une capacité minimum de 500 m^3 avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par le TITRE 5.
Les bassins, qui peuvent être confondus auquel cas, leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'arrosage d'un incendie majeur sur le site.

TITRE 8 POLLUTION DES SOLS

ARTICLE 8.1.1. POLLUTION DES SOLS

Aucuns travaux ou affouillements ou excavations ne seront réalisés sans que l'exploitant :

- Soit ait démontré l'absence de pollution résiduelle des terrains sous-jacents aux aménagements projetés (référentiel géochimique) ;
- Soit ait présenté un plan de gestion au regard des usages futurs du site et une interprétation de l'état des milieux sur l'impact du site vers l'extérieur. Les documents précités seront adressés pour validation à l'Inspection des installations classées. Le plan de gestion et l'interprétation de l'état des milieux doivent montrer que la pollution résiduelle est acceptable au regard des enjeux.

Les terres excavées et issues des zones identifiées comme polluées à l'étude BURGAP du 17 mai 2005 seront analysées et évacuées dans des filières d'élimination adaptées et dûment autorisées.

TITRE 9 AUTRES PRESCRIPTIONS

ARTICLE 9.1.1.

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté il pourra, indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du titre 1er du Livre V du code de l'environnement.

ARTICLE 9.1.2.

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Saint-Herblain et pourra y être consultée.
Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie de Saint Herblain pendant une durée minimum d'un mois.
Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de Saint-Herblain et envoyé à la préfecture de la Loire-Atlantique - direction de l'aménagement et de l'environnement - bureau de l'environnement.
Une copie de cet arrêté sera transmise aux conseils municipaux de Saint-Herblain, Bouguenais, Couéron, Indre, la Montagne et Nantes.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de la S.A. BRENNTAG dans les quotidiens «OUEST-FRANCE» et «PRESSE-OCEAN».

ARTICLE 9.1.3.

Deux copies du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé des plans de l'établissement seront remis à la S.A. BRENNTAG qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition.

Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins de ce dernier.

ARTICLE 9.1.4.

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le maire de Saint-Herblain, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement - inspecteur principal des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le 8 AVRIL 2008

Le PREFET

Pour le Préfet,
le Sous-Préfet, Chargé de Mission
pour la politique de la ville,
Secrétaire Général Adjoint,

Guillaume LAMBERT

TITRE 10 ANNEXES

ANNEXE 1

Plan cadastral du site

ANNEXE 2

Plans de situation avec l'affectation des bâtiments, la station de neutralisation et l'aire de stockage des palettes

ANNEXE 3

Plan de situation du réseau piézométrique

ANNEXE 4

Plans des capacités de rétention du site

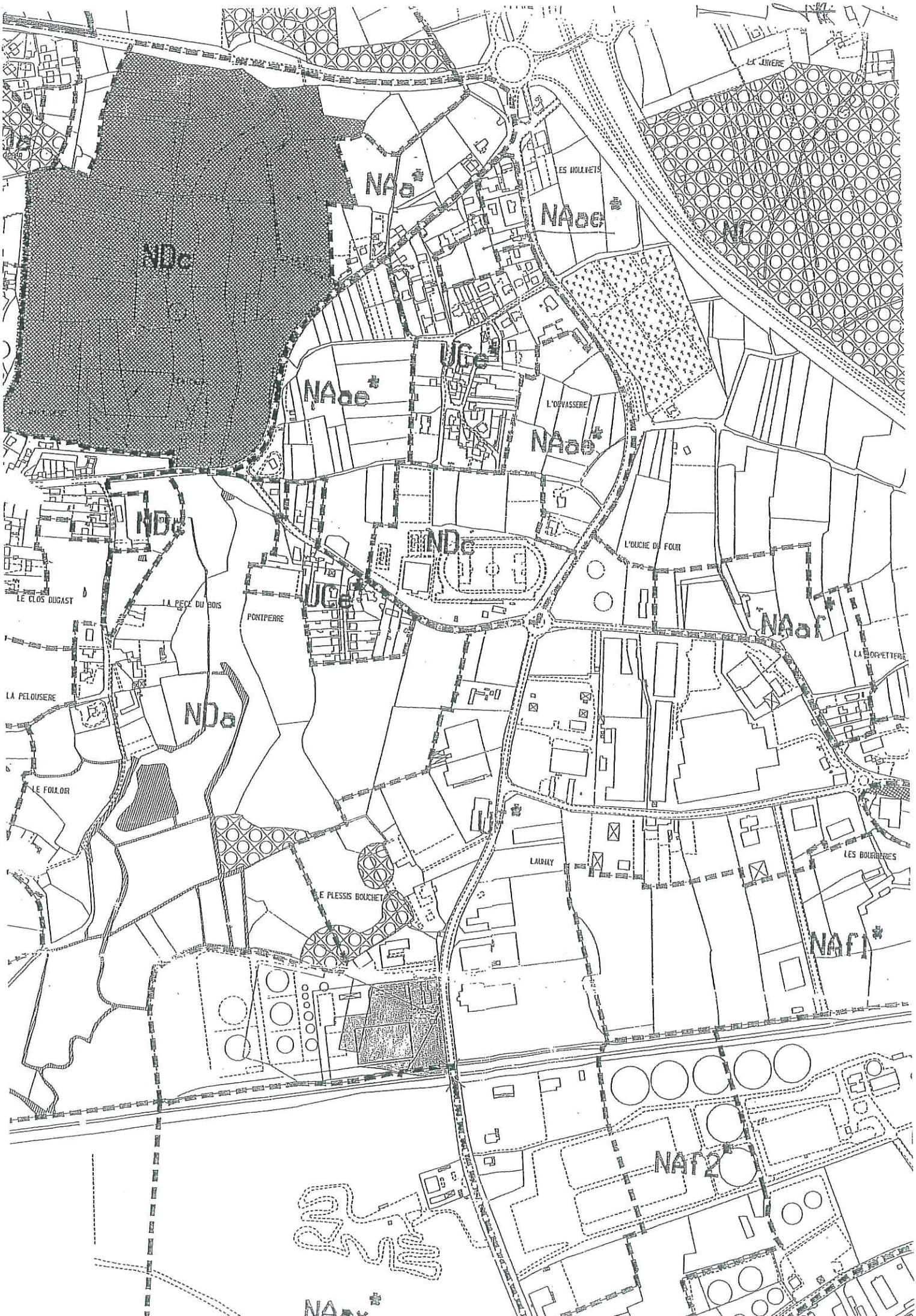
ANNEXE 5

Plan de situation du mur de protection de la zone de dépotage des solvants pétroliers haut de 2m

- SOMMAIRE -

TITRE 1 PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES 3
CHAPITRE 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation 3
CHAPITRE 1.2 Nature des installations 3
CHAPITRE 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation 9
CHAPITRE 1.4 Durée de l'autorisation 9
CHAPITRE 1.5 Périmètre d'éloignement 9
CHAPITRE 1.6 Modifications et cessation d'activité 10
CHAPITRE 1.7 Délais et voies de recours 10
CHAPITRE 1.8 Arrêtés, circulaires, instructions applicables 11
CHAPITRE 1.9 Respect des autres législations et réglementations 11
TITRE 2 GESTION DE L'ETABLISSEMENT 12
CHAPITRE 2.1 Exploitation des installations 12
CHAPITRE 2.2 Réserves de produits ou matières consommables 12
CHAPITRE 2.3 Intégration dans le paysage 12
CHAPITRE 2.4 Danger ou Nuisances non prévenus 12
CHAPITRE 2.5 Incidents ou accidents 12
CHAPITRE 2.6 Documents tenus à la disposition de l'inspection 13
TITRE 3 PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE 13
CHAPITRE 3.1 Conception des installations 13
TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES 14
CHAPITRE 4.1 Prélèvements et consommations d'eau 14
CHAPITRE 4.2 Collecte des effluents liquides 15
CHAPITRE 4.3 types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu 16
TITRE 5 DECHETS 20
CHAPITRE 5.1 Principes de gestion 20
TITRE 6 PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS 21
CHAPITRE 6.1 Dispositions générales 21
CHAPITRE 6.2 Niveaux acoustiques 22
CHAPITRE 6.3 bilan 22
TITRE 7 PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES 22
CHAPITRE 7.1 Principes directeurs 22
CHAPITRE 7.2 Caractérisation des risques 23

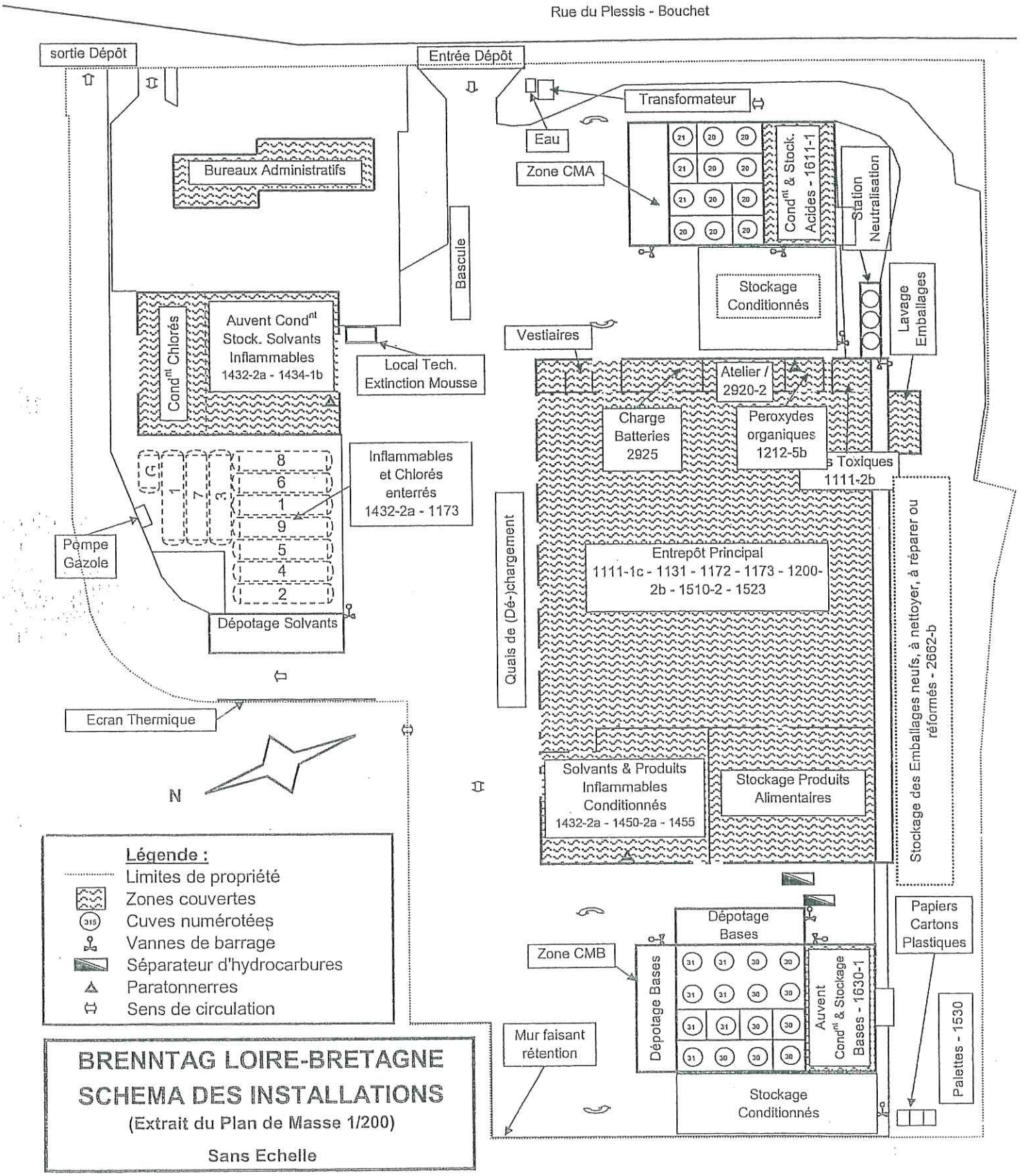
CHAPITRE 7.3 infrastructures et installations 24
CHAPITRE 7.4 gestion des opérations portant sur des substances dangereuses 29
CHAPITRE 7.5 FACTEUR ET Eléments importants destinés à la prévention des accidents 36
CHAPITRE 7.6 Prévention des pollutions accidentelles 38
CHAPITRE 7.7 moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours 41
TITRE 8 POLLUTION DES SOLS 45
TITRE 9 AUTRES PRESCRIPTIONS 45
TITRE 10 ANNEXES 47


NDc
NAe*
NAae*
LES MOULINETS
NC
LA JUVERE
UCe
NAae*
L'ORVASSERE
NAae*
NDc
NDc
UCe
L'OUCHE DU FOUR
LE CLOS DUGAST
LA PECE DU BOIS
PONTPERRE
NAaf*
LA BOCHETTERIE
LA PELOUSIERE
NDa
LE FOULOIR
LAUNAY
LES BOURDERIES
LE PLESSIS BOUCHET
NAf1*
NAf2
NA*

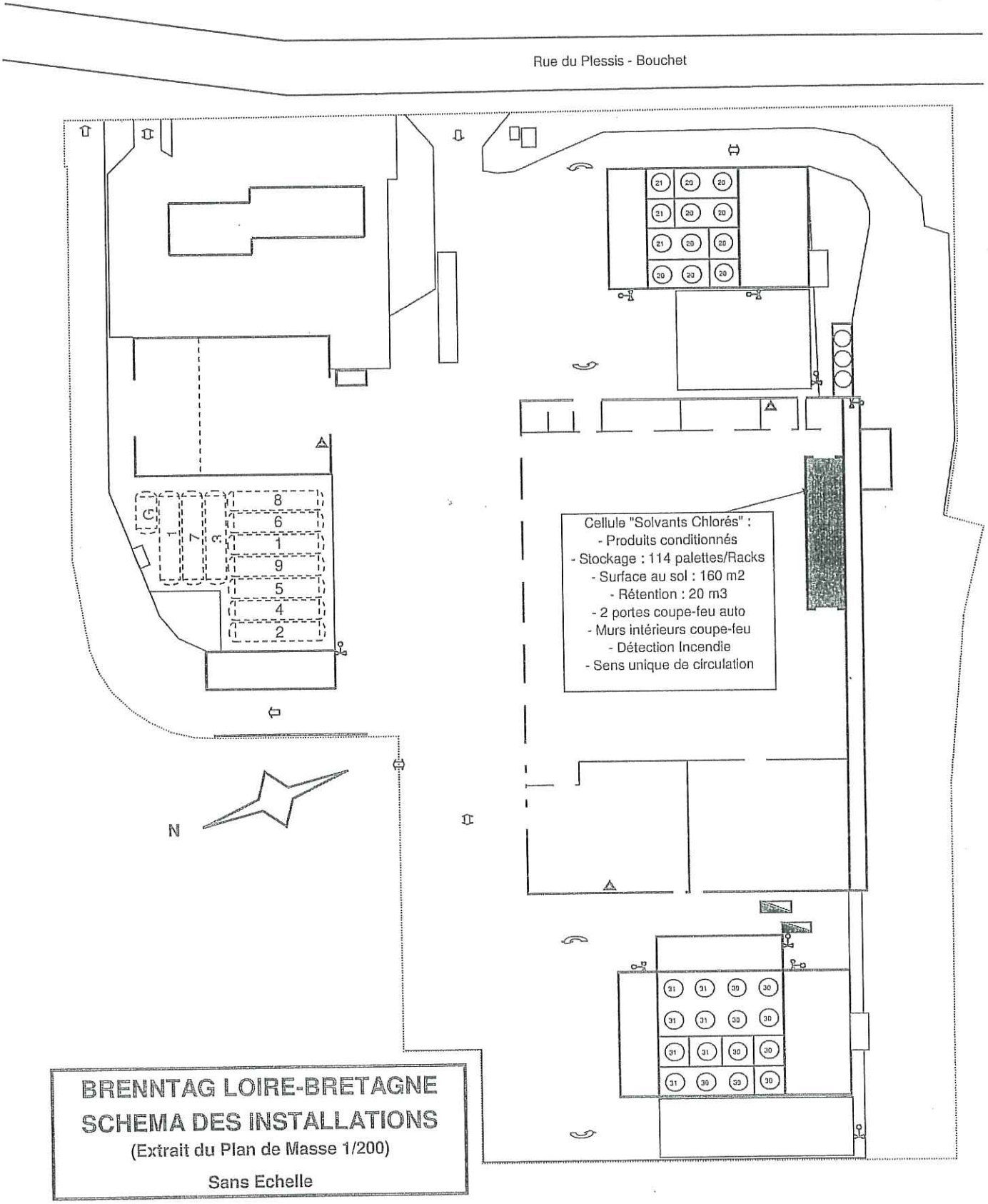
ANNEXE 2

Plans de situation avec l'affectation des bâtiments, la station de neutralisation et l'aire de stockage des palettes

BRENNTAG LOIRE-BRETAGNE - IMPLANTATIONS



ENTREPÔT : AMENAGEMENT D'UNE CELLULE "SOLVANTS CHLORES"

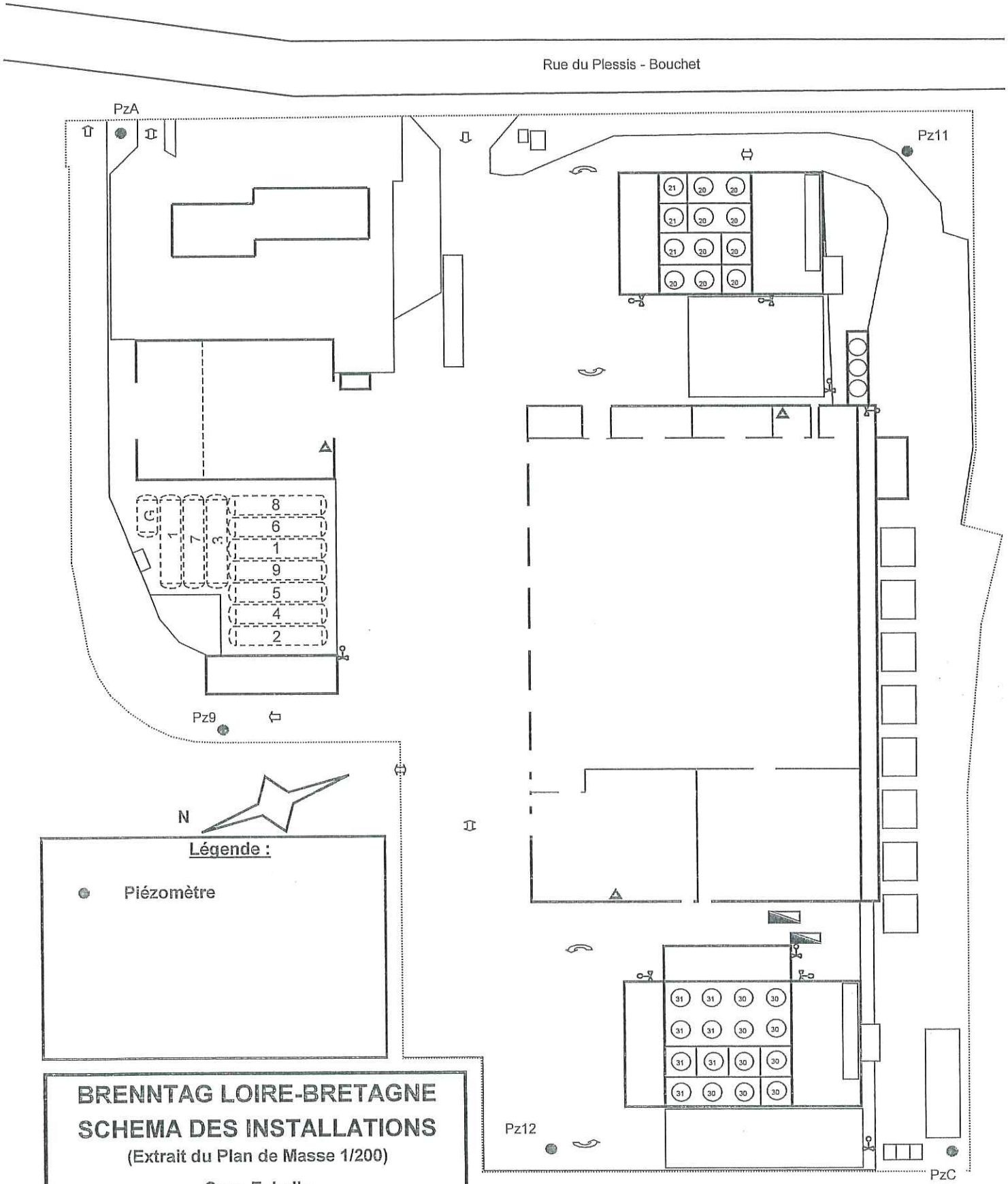


BRENNTAG LOIRE-BRETAGNE
SCHEMA DES INSTALLATIONS
(Extrait du Plan de Masse 1/200)
Sans Echelle

ANNEXE 3

Plan de situation du réseau piézométrique

BRENNTAG LOIRE-BRETAGNE - PIEZOMETRES SUR SITE



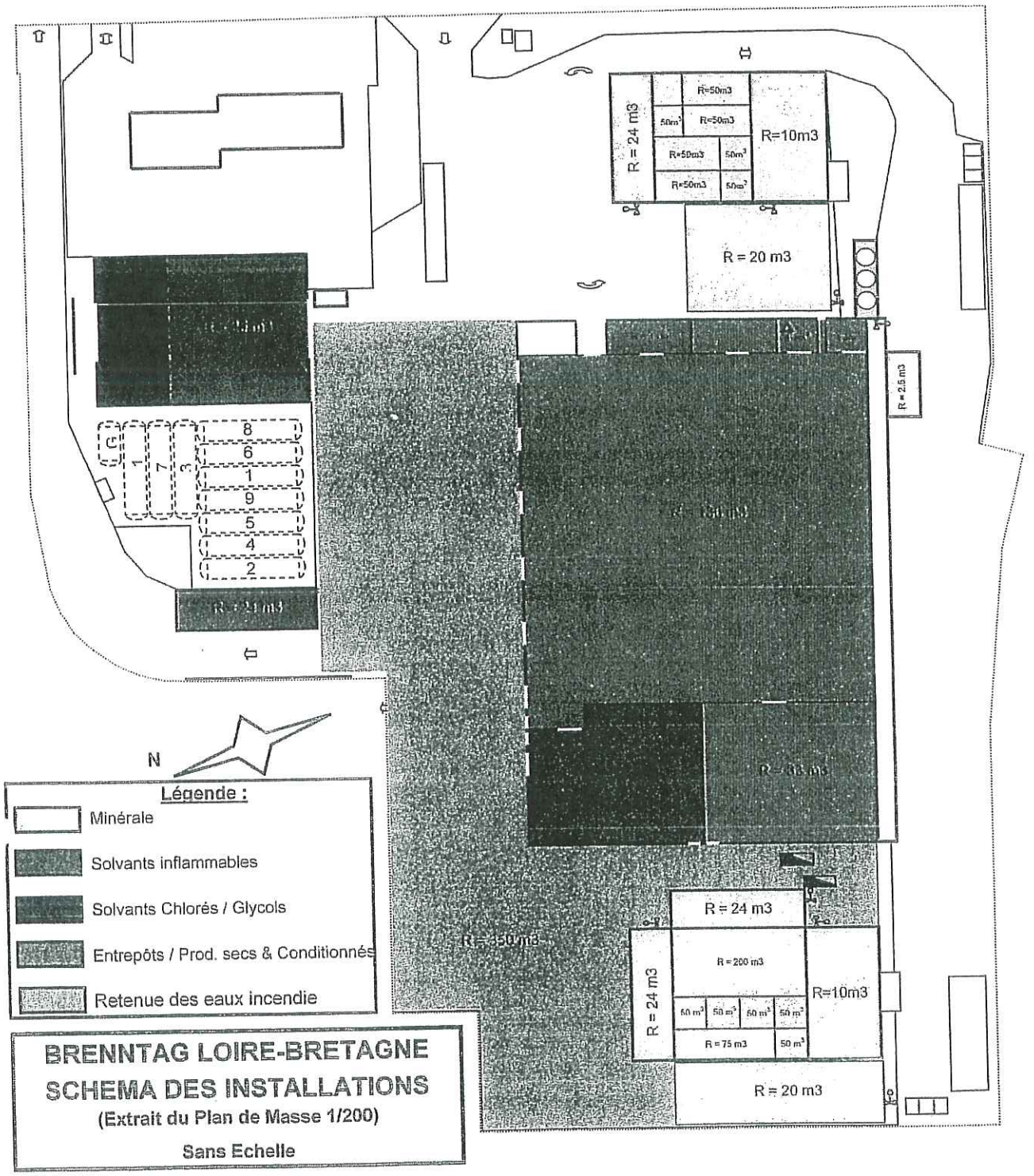
BRENNTAG LOIRE-BRETAGNE
SCHEMA DES INSTALLATIONS
(Extrait du Plan de Masse 1/200)
Sans Echelle

ANNEXE 4

Plans des capacités de rétention du site

BRENNTAG LOIRE-BRETAGNE - ZONES SOUS RETENTIONS

Rue du Plessis - Bouchet

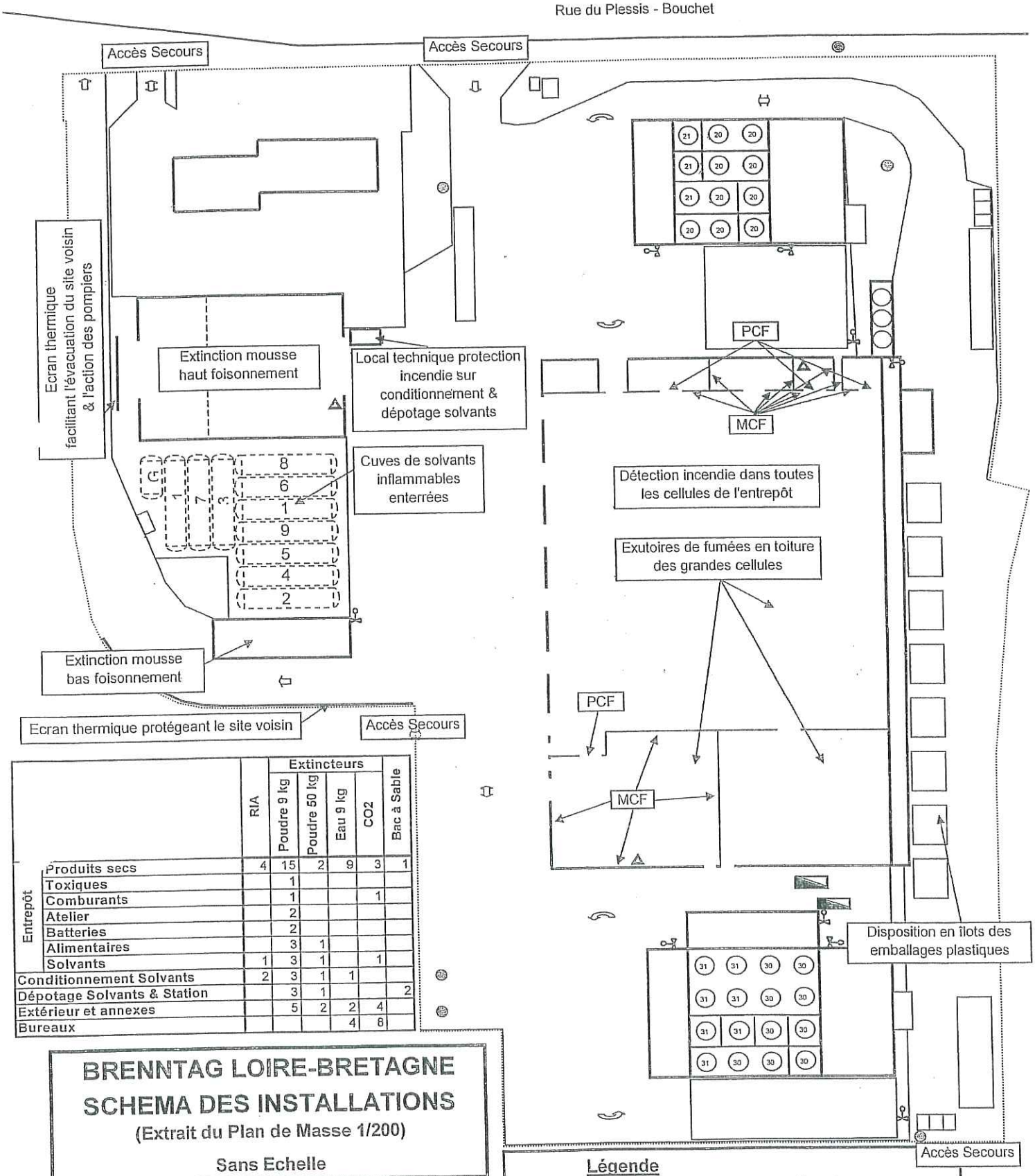


BRENNTAG LOIRE-BRETAGNE
SCHEMA DES INSTALLATIONS
(Extrait du Plan de Masse 1/200)
Sans Echelle

ANNEXE 5

Plan de situation du mur de protection de la zone de dépotage des solvants pétroliers haut de 2m

BRENNTAG LOIRE-BRETAGNE - PREVENTION/PROTECTION INCENDIE



		RIA	Extincteurs				
			Poudre 9 kg	Poudre 50 kg	Eau 9 kg	CO2	Bac à Sable
Entrepôt	Produits secs	4	15	2	9	3	1
	Toxiques		1				
	Comburants		1			1	
	Atelier		2				
	Batteries		2				
	Alimentaires		3	1			
	Solvants	1	3	1		1	
Conditionnement Solvants		2	3	1	1		
Dépotage Solvants & Station			3	1			2
Extérieur et annexes			5	2	2	4	
Bureaux					4	8	

BRENNTAG LOIRE-BRETAGNE
SCHEMA DES INSTALLATIONS
(Extrait du Plan de Masse 1/200)

Sans Echelle

Légende

- Poteaux Incendie (réseau direct)
- Poteaux Incendie (via LPC)
- Borne Mousse (via LPC)

PCF Portes Coupe Feu

MCF Murs Coupe Feu 2 h (Séparatifs Ordinaires)

PE . VT
DARP - 36/HP

19 FEV. 2013

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
DIRECTION DE LA COORDINATION
ET DU MANAGEMENT DE L'ACTION PUBLIQUE
Bureau des procédures d'utilité publique
Affaire suivie par Mme DUPONT
☎ 02.40.41.47.72
✉ 02.40.41.47.50
icpe-industrielles@loire-atlantique.pref.gouv.fr

Nantes, le 7 FEV. 2013

N° d'enregistrement : NM-2013-02-1019
Date d'enregistrement : 14/02/2013
Pilote : DEER
Elu pilote : GUIST'HAU
Type de circuit : CIRCUIT 1
Copies : DTA DPRU
Nantes cruel

Le préfet de la région Pays de la Loire
préfet de la Loire-Atlantique

à

Monsieur le président de Nantes-Métropole,
communauté urbaine de Nantes
direction développement et renouvellement urbains

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement.
NADIC à Nantes
P.J. : 1 arrêté + plans

Je vous adresse, sous ce pli, une copie de mon arrêté préfectoral fixant à la Société NADIC des prescriptions complémentaires relatives à la maîtrise du risque accidentel sur le site de la chaufferie urbaine de Bellevue, 36, rue du Jamet à Nantes.

Après examen de l'étude des dangers produite par l'exploitant, il apparaît que des phénomènes dangereux pourraient générer des surpressions en dehors des limites de propriété du site.

Il convient en conséquence de prendre en compte ces risques technologiques dans la maîtrise de l'urbanisation. A cet effet, vous trouverez, en annexe, les plans des zones d'effets à prendre en considération.

J'ai invité le directeur départemental des territoires et de la mer à élaborer les préconisations en matière d'urbanisme à intégrer au plan local d'urbanisme de la commune de Nantes.

Le PREFET

pour le directeur absent
le chef du bureau

Joseph CHARBIER

Nantes Métropole
Direction des moyens généraux
11 FEV. 2013
ORIG.
COPIE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
Direction de la coordination
et du management de l'action publique
Bureau des procédures d'utilité publique
2013 ICPE 13

LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE
PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement (parties législative et réglementaire), relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment l'article R. 511-9 fixant la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 février 2012 autorisant la Société Nantaise de Distrubtion de Chaleur (NADIC) à poursuivre l'exploitation de la chaufferie urbaine implantée 36, rue du Jamet à Nantes ;

VU l'étude de dangers déposée le 7 juillet 2011 par la Société NADIC ;

VU les demandes de compléments formulées par les services du SDIS le 14 septembre 2011 et par l'inspection des installations classées le 5 janvier 2012 ;

VU les réponses apportées par l'exploitant par courrier en date du 5 juillet 2012 et par messagerie électronique en date du 12 septembre 2012 ;

VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspection des installations classées en date du 19 novembre 2012 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 10 janvier 2013 ;

VU le projet d'arrêté transmis à la Société NADIC en application de l'article R 512-26 du code de l'environnement en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

VU la lettre de la Société NADIC en date du 30 janvier 2013 ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L 512-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés par les articles L 211-1 et L 511-1 du titre 1er du livre V du code de

l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'étude de dangers et les compléments apportés démontrent que l'activité de NADIC est compatible avec son environnement en termes de risques accidentels

CONSIDERANT que les mesures compensatoires proposées par NADIC sont de nature à réduire la probabilité d'occurrence d'un phénomène dangereux

CONSIDERANT que ces mesures compensatoires doivent être prescrites dans un arrêté préfectoral

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Loire Atlantique ;

ARRETE

ARTICLE 1 - CONDITIONS GÉNÉRALES

L'arrêté préfectoral du 29 février 20012 autorisant l'exploitation et fixant les règles de fonctionnement de la chaufferie urbaine de la Société Nantaise de Distrubtion de Chaleur située 36, rue du Jamet à Nantes, est complété par les prescriptions ci-après.

ARTICLE 2 - DISPOSITION CONSTRUCTIVES

L'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral du 29 février 2012 est remplacé par les dispositions suivantes :

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

L'atelier de maintenance est isolé par des parois verticales et planchers hauts REI60 et bloc porte EI30, muni d'un ferme porte.

Le degré coupe feu de la traversée des passages de câbles est rétablie.

La chaufferie est équipée de trappes de désenfumage naturel, en partie haute, de surfaces utiles au moins égal à 1/100 ème de la surface au sol du local avec un minimum de 1 m2.

Les stockages de combustibles des locaux dédiés au process sont isolés dans un local coupe feu 1h.

Si des bouteilles de gaz sont présentes sur site, elles sont isolées du bâtiment par une armoire coupe feu 90 minutes.

Le local chaufferie dispose de parois soufflables en partie haute. La pression de rupture de ces parois est de 100 mbar et sa surface est de 100 m2.

ARTICLE 3 - MOYENS D'INTERVENTION ET ORGANISATION DES SECOURS

L'article 7.5.1 de l'arrêté préfectoral du 29 février 2012 est remplacé par les dispositions suivantes :

L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude des dangers et au présent arrêté. Il dispose d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

L'exploitant affiche à l'entrée de chaque bâtiment un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, destiné à faciliter l'action des secours.

ARTICLE 4 - ALIMENTATION EN COMBUSTIBLE ET DETECTION GAZ

L'arrêté préfectoral du 29 février 2012 est complété par l'article 7.6 ci-dessous :

Alimentation en combustible

Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, placé à l'extérieur des bâtiments, permet d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé et maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Un dispositif de coupure de l'alimentation en gaz est assuré par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

Toute la chaîne de coupure (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation en gaz) automatique est testée 2 fois par an. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

Détection de gaz – détection d'incendie

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mise en place. Ce dispositif doit couper l'arrivée du gaz et interrompre l'alimentation électrique à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant

déclencher une explosion.

Le site dispose de 2 centrales gaz indépendantes : une dédiée au local chaufferie et une autre dédiée au local cogénération.

Un dispositif de détection d'incendie doit également être installé.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Le dispositif de détection inclus 2 détecteurs de gaz à proximité des vannes et détendeurs de la ligne gaz et sur la partie haute du bâti à proximité des ventilations.

La localisation des capteurs figure sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Toute détection de gaz au-delà de 20% de la L.I.E. doit donner lieu à une alarme.
Toute détection de gaz, au delà de 30% de la L.I.E., conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

ARTICLE 5 - AUTRES PRESCRIPTIONS

Dispositions administratives

Autres codes

En aucun cas, ni à aucune époque, ces conditions ne pourront faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du code du travail et des décrets réglementaires pris en exécution dudit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

Délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du titre 1er du livre V du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de un an pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

Sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du titre 1er du livre V du Code de l'environnement.

Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de NANTES et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie de NANTES pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de NANTES et envoyé à la préfecture de la Loire-Atlantique - direction de la coordination et du management de l'action publique, bureau des procédures d'utilité publique.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de la Société NADIC dans les quotidiens « OUEST-FRANCE » et « PRESSE-OCEAN ».

Diffusion

Une copie du présent arrêté sera remise à la Société NADIC qui devra toujours l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence de façon visible, dans l'établissement par les soins de ce dernier.

Pour application

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le maire de NANTES, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur principal des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le 7 FEV. 2013

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Pierre STUSSI

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Service transports et risques
Unité Prévention des Risques
Affaire suivie par : Brigitte HAGUENAUER
☎ : 02.40.67.24.83
✉ brigitte.haguenauer @loire-atlantique.gouv.fr

Nantes, le

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

Monsieur le Préfet de la Région Pays-de-la-Loire
Préfet de la Loire-Atlantique
Direction de la Coordination et du Management de l'Action Publique
Bureau des Procédures d'utilité Publique
6, quai Ceineray - BP 33515
44035 NANTES CEDEX 1

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Société MESSER France à SAINT-HERBLAIN.

Refer. : IC_Saint_Herblain

P. J. : Quatre cartes A3.

Par courrier en date du 8 octobre 2013, vous m'avez transmis copie du rapport de l'inspection des installations classées portant sur la Société MESSER France implantée rue du Plessis Bouchet à SAINT-HERBLAIN afin que puissent être portées à la connaissance du maire de cette commune, les dispositions d'urbanisme à prendre en compte aux abords de cet établissement.

La Direction Régionale de l'Environnement, de l'aménagement et du Logement m'a transmis les tables MAPINFO correspondantes le 5 décembre 2013.

Au vu de ce rapport, les phénomènes (toxiques et de surpression) mis en évidence par l'étude de dangers engendrent des zones d'effets létaux significatifs, des zones d'effets létaux, des zones d'effets irréversibles et des zones d'effets indirects en dehors des limites de propriété (4 cartes jointes) avec des probabilités d'occurrence C, D et E.

Pour les enveloppes des intensités des effets toxiques de classe de probabilité C ou D, il convient de formuler les préconisations suivantes :

- toute nouvelle construction est interdite dans les secteurs exposés à des effets létaux significatifs, à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques ;

…/...

- toute nouvelle construction est interdite dans les territoires exposés à des effets létaux à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques, d'aménagements et d'extensions d'installations existantes ou de nouvelles installations classées soumises à autorisation compatibles avec cet environnement (notamment au regard des effets dominos et de la gestion des situations d'urgence). La construction d'infrastructure de transport peut être autorisée uniquement pour les fonctions de desserte de la zone industrielle ;

- dans les zones exposées à des effets irréversibles,l'aménagement ou l'extension de constructions existantes sont possibles. Les nouvelles constructions ne sont autorisées que sous réserve de ne pas augmenter la population exposée à ces effets irréversibles. Les changements de destinations doivent être réglementés dans le même cadre.

Pour les enveloppes des intensités des effets de surpression de classe de probabilité C et D, il convient de formuler les préconisations suivantes :

- toute nouvelle construction est interdite dans les territoires exposés à des effets létaux à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques, d'aménagements et d'extensions d'installations existantes ou de nouvelles installations classées soumises à autorisation compatibles avec cet environnement (notamment au regard des effets dominos et de la gestion des situations d'urgence). La construction d'infrastructure de transport peut être autorisée uniquement pour les fonctions de desserte de la zone industrielle.

- dans les zones exposées à des effets irréversibles, l'aménagement ou l'extension de constructions existantes sont possibles. Les nouvelles constructions ne sont autorisées que sous réserve de ne pas augmenter la population exposée à ces effets irréversibles. Les changements de destinations doivent être réglementés dans le même cadre.

- l'autorisation de nouvelles constructions est la règle dans les zones exposées à des effets indirects. Néanmoins, il conviendra d'introduire dans les règles d'urbanisme du PLU les dispositions imposant à la construction d'être adaptée à l'effet de surpression lorsqu'un tel effet est généré.

Pour les enveloppes des intensités des effets toxique de classe de probabilité E, il convient de formuler les préconisations suivantes :

- toute nouvelle construction est interdite dans les territoires exposés à des effets létaux significatifs, à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques, d'aménagements et d'extensions d'installations existantes ou de nouvelles installations classées soumises à autorisation compatibles avec cet environnement (notamment au regard des effets dominos et de la gestion des situations d'urgence) ;

…/...

- dans les zones exposées à des effets létaux, l'aménagement ou l'extension de constructions existantes sont possibles. L'autorisation de nouvelles constructions est permise sous réserve de ne pas augmenter la population exposée à ces effets létaux. Les changements de destinations doivent être réglementés dans le même cadre ;

- l'autorisation de nouvelles constructions est la règle dans les zones exposées à des effets irréversibles.

-

Pour les enveloppes des intensités des effets de surpression de classe de probabilité E, il convient de formuler les préconisations suivantes :

- toute nouvelle construction est interdite dans les territoires exposés à des effets létaux significatifs, à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques, d'aménagements et d'extensions d'installations existantes ou de nouvelles installations classées soumises à autorisation compatibles avec cet environnement (notamment au regard des effets dominos et de la gestion des situations d'urgence) ;

- dans les zones exposées à des effets létaux, l'aménagement ou l'extension de constructions existantes sont possibles. L'autorisation de nouvelles constructions est permise sous réserve de ne pas augmenter la population exposée à ces effets létaux. Les changements de destinations doivent être réglementés dans le même cadre ;

- l'autorisation de nouvelles constructions est la règle dans les zones exposées à des effets irréversibles ou indirects. Néanmoins, il conviendra d'introduire dans les règles d'urbanisme du PLU les dispositions permettant de réduire la vulnérabilité des projets dans les zones d'effet de surpression.

Pendant la période transitoire (avant la modification ou la révision du PLU), le maire doit, en cas de projet de construction situé dans une zone identifiée comme exposée à un risque, informer les pétitionnaires ayant déposé un permis de construire des risques encourus et des phénomènes à prendre en compte (surpression).

Si le projet s'avère de nature à présenter un risque pour la sécurité publique du fait de sa situation ou de ses caractéristiques, le maire peut refuser le projet en s'appuyant sur l'article R 111-2 du code de l'urbanisme.

Je souhaite être destinataire d'une copie du courrier adressé au maire par Monsieur le Préfet.

Copie : UT DREAL – J.P. Gionta

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION
DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES
ET DE LA MER
DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Commune de SAINT-HERBLAIN
PAC "Risques technologiques" - Société MESSER France

N
W E
S

Légende

Toxique, Surpression

Effets létaux significatifs

Effets létaux

Effets irréversibles

Effets indirects
(supression uniquement)

Périmètre de l'entreprise

0.08 km

Sources : DREAL Pays-de-la-Loire
Fond de carte : BD Carto ©® IGN
© DDTM de Loire-Atlantique - reproduction interdite
Créé le 15/06/2015

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION
DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES
ET DE LA MER
DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Installation classée à SAINT-HERBLAIN

Société MESSER France (effets toxiques - probabilité E)

N
W E
S

légende

- Effets létaux significatifs
- Effets létaux
- Effets irréversibles
- Périmètre de l'entreprise
- Périmètre PAC
- Parcelles
- Installations
- Sources des phénomènes dangereux

0.05 km

Sources : DREAL Pays-de-la-Loire
Fond de carte : BD Carto ©® IGN
© DDTM de Loire-Atlantique - reproduction interdite
Créé le 21/01/2014

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION
DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES
ET DE LA MER
DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Installation classée à SAINT-HERBLAIN

Société MESSER France (effets toxiques - probabilité C et D)

N
W E
S

Légende

- Effets létaux significatifs
- Effets létaux
- Effets irréversibles
- Périmètre de l'entreprise
- Périmètre PAC
- Parcelles
- Installations
- Sources des phénomènes dangereux

0.05 km

Sources : DREAL Pays-de-la-Loire
Fond de carte : BD Carto ©® IGN
© DDTM de Loire-Atlantique - reproduction interdite
Créé le 21/01/2014

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION
DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES
ET DE LA MER
DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Installation classée à SAINT-HERBLAIN

Société MESSER France (effets de surpression - probabilité E)

N
W E
S

Légende

- Effets létaux significatifs (supérieur à 200 mbars)
- Effets létaux (compris entre 140 et 200 mbars)
- Effets irréversibles (compris entre 50 et 140 mbars)
- Effets indirects (compris entre 20 et 50 mbars)
- Périmètre de l'entreprise
- Périmètre PAC
- Parcelles
- Installations
- Sources des phénomènes dangereux

Sources : DREAL Pays-de-la-Loire
Fond de carte : BD Carto ©® IGN
© DDTM de Loire-Atlantique - reproduction interdite
Créé le 13/01/2014

0.06 km

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION
DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES
ET DE LA MER
DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Installation classée à SAINT-HERBLAIN

Société MESSER France (effets de surpression - probabilité C et D)

N
W E
S

Légende

- Effets létaux (compris entre 140 et 200 mbars)
- Effets irréversibles (compris entre 50 et 140 mbars)
- Effets indirects (compris entre 20 et 50 mbars)
- Périmètre de l'entreprise
- Périmètre PAC
- Parcelles
- Installations
- Sources des phénomènes dangereux

0.06 km

Sources : DREAL Pays-de-la-Loire
Fond de carte : BD Carto. ©® IGN
© DDTM de Loire-Atlantique - reproduction interdite
Créé le 13/01/2014

VN 2019-01-1583
Copie DEER reçue le 5/02
Pilote : DPDU
Copie : DRGEP-DREA-IPP
GPR

COPIE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Préfecture de la Loire-Atlantique
Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial
Bureau des procédures environnementales et foncières
Affaire suivie par Frédérique ASTIÉ
☎ 02.55.58.49.56
frederique.astie@loire-Atlantique.gouv.fr

Nantes, le 24 JAN. 2019

Le préfet de la Région Pays de la Loire
préfet de la Loire-Atlantique

à

Madame le Maire de Nantes
Hôtel de Ville
2, rue de l'Hôtel de Ville
44094 Nantes Cedex 1

A l'attention de Madame la directrice de l'urbanisme réglementaire

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement.
SOGEBRAS (stockage d'engrais en sacs contenant du nitrate d'ammonium) à Nantes

P. J. : 1carte

Par la présente, je porte à votre connaissance les dispositions d'urbanisme applicables aux abords du site de la société SOGEBRAS située sur le territoire de la commune de Nantes.

Au vu du rapport établi par l'inspection des installations classées et des données SIG correspondantes, les phénomènes étudiés par l'étude de dangers à prendre en compte dans le cadre de la maîtrise de l'urbanisation sont les émissions toxiques en cas d'incendie.

Deux zones sont délimitées (cf carte jointe) avec les préconisations suivantes :

. Zone 1 (territoires exposés à des effets létaux et létaux significatifs de probabilité D) :
Toute nouvelle construction est interdite à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques, d'aménagements ou d'extensions des installations existantes ou de nouvelles installations classées soumises à autorisation compatibles avec cet environnement (notamment au regard des effets dominos

et de la gestion des situations d'urgence). La construction d'infrastructures de transport peut être autorisée uniquement pour les fonctions de desserte de la zone industrielle ;

. Zone 2 (territoires exposés à des effets irréversibles de probabilité D) :
L'aménagement ou l'extension des constructions existantes est possible. L'autorisation de nouvelles constructions est également possible sous réserve de ne pas augmenter la population exposée à ces effets irréversibles. Les changements de destination doivent être réglementés dans le même cadre.

Ces zones 1 et 2 se situent en secteur UEi du PLUm arrêté de Nantes Métropole, secteur exclusivement dédié aux activités industrielles, logistique et de commerce de gros.

Les préconisations des zones 1 et 2 comportent des restrictions supplémentaires par rapport au PLUm arrêté ; par exemple, la création de bureaux avec apport de personnel ou l'installation d'une enseigne de vente entre professionnels (grossistes) n'y sont pas autorisées.

L'avis de l'État sur le PLUm demandait une prise en compte des porter-à-connaissance « risques technologiques » concernant les ICPE BRENNTAG, MESSER et NADIC. Je vous remercie d'y intégrer également le présent porter-à-connaissance.

De plus, compte tenu des incertitudes liées à l'évaluation des risques et à la délimitation des distances d'effet qu'elle engendre, des dommages aux personnes et aux biens ne peuvent être totalement exclus au-delà des périmètres définis. Il convient en conséquence d'éloigner autant que possible les projets importants ou sensibles de la limite de la zone d'exposition aux risques.

Le PRÉFET,
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Serge BOULANGER

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Limites du site SOGEBRAS

a **IDEA LOGISTIQUE - NANTES MUNTENTION - COLIS SHIPPING**
b **PELTIER BOIS**
c **CASTEL FRERES**
d **AFRICABOIS (fermé)**
e **CEB**
f **ROUGIER SYLVACO - SITA - TPE**
g **TRANSPORTS SARRION**
h **SOGEBRAS**
i **SEA-INVEST**

Département :
Loire Atlantique

Commune :
NANTES

Section : IZ
Feuille : 000 IZ 01

Échelle d'origine : 1/2000
Échelle d'édition : 1/2000

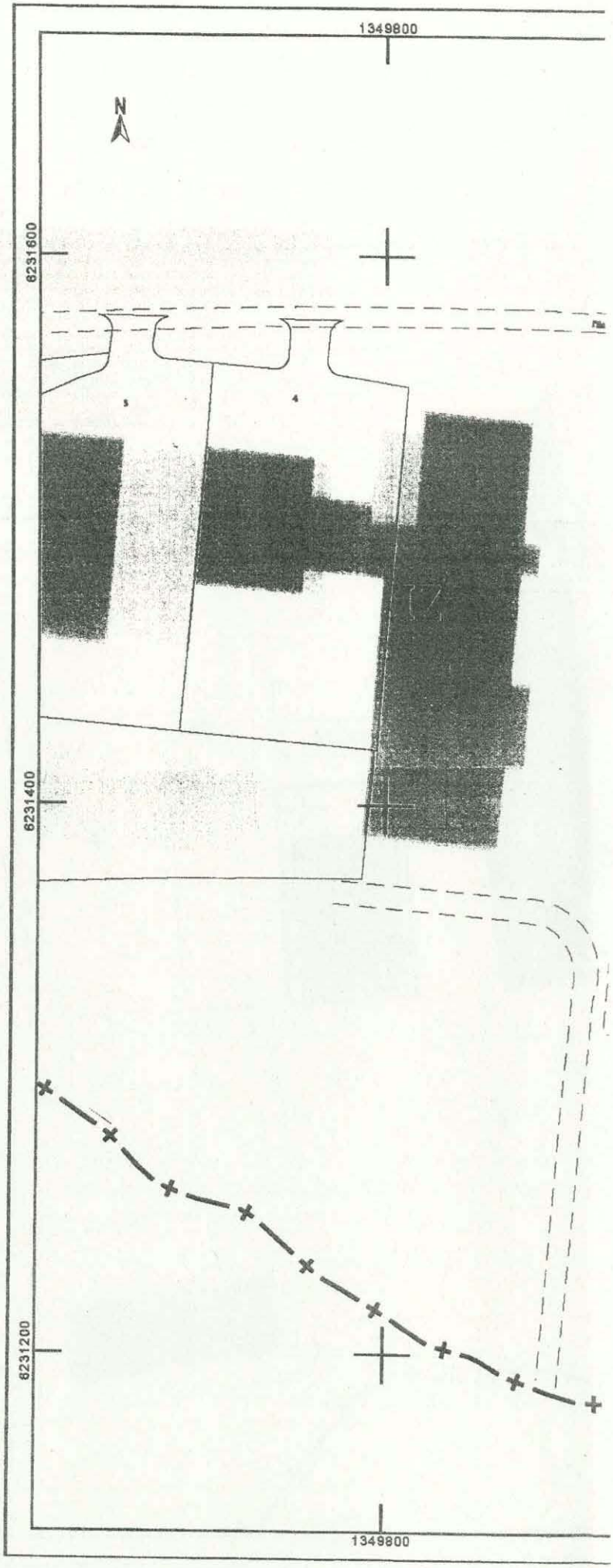
Date d'édition : 20/11/2017
(fuseau horaire de Paris)

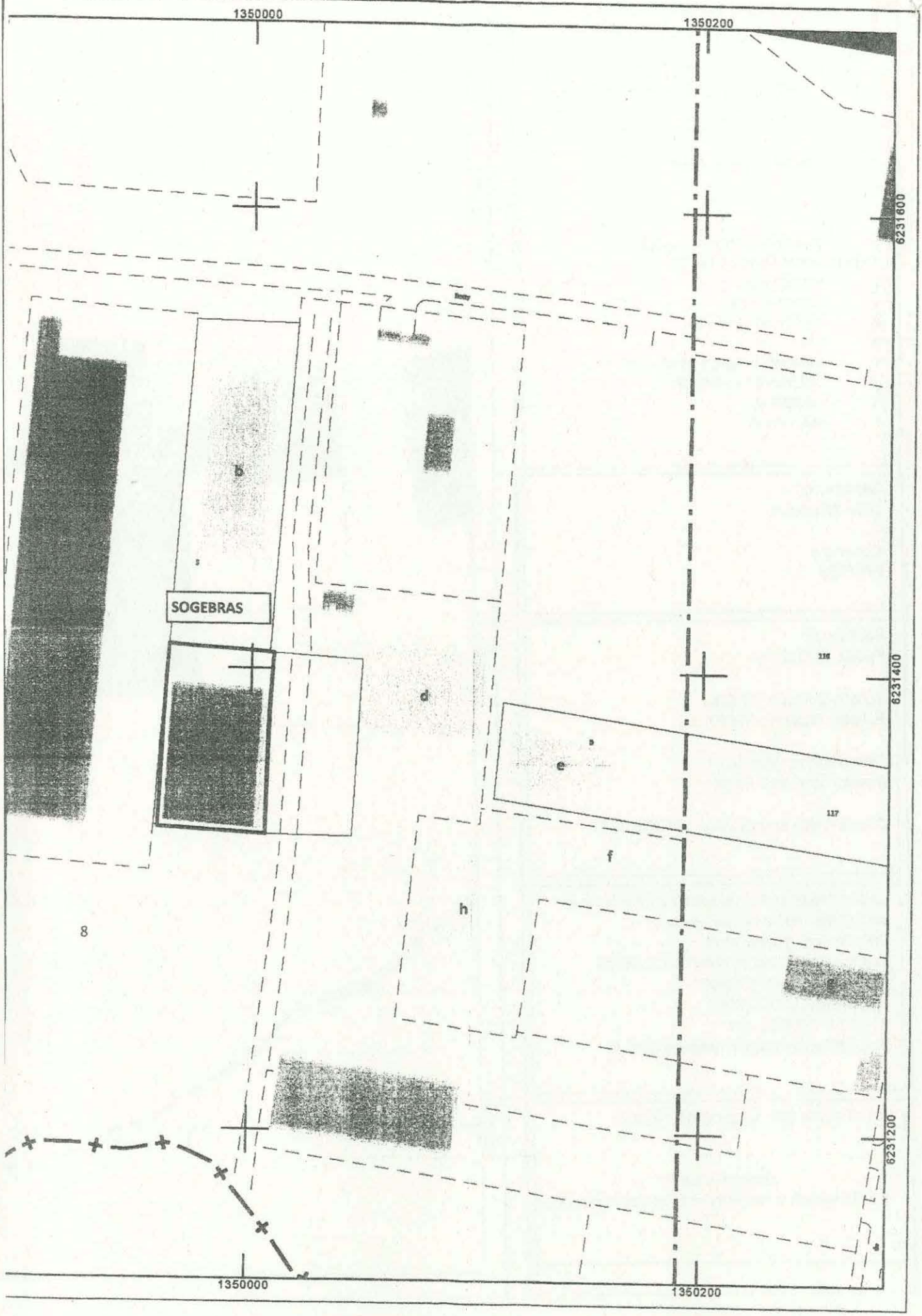
Coordonnées en projection : RGF93CC47

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
Pôle de Topographie et de Gestion Cadastrale de NANTES 2, rue du Général Margueritte 44035
44035 NANTES CEDEX 1
tél. 02 51 12 86 36 -fax
ptgc.440.nantes@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr
©2016 Ministère de l'Économie et des Finances




1350000
1350200
6231600
6231400
6231200
SOGEBRAS
b
d
e
f
h
8
117
1350000
1350200

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Nantes, le 19 NOV. 2009

direction
départementale
de l'Équipement
et de l'Agriculture
Loire-Atlantique

service
Eau, Environnement,
Risques

unité
Prévention des Risques

Le directeur départemental de l'Équipement et de l'Agriculture
à
Monsieur le Préfet de la Région Pays-de-la-Loire
Préfet de la Loire-Atlantique
Direction de l'Aménagement et de l'Environnement
Bureau de l'Environnement
6, quai Ceineray
BP 33515
44035 NANTES CEDEX 1

objet : Porter à connaissance « risques technologiques » et maitrise de l'urbanisation autour des installations classées.
références : PAC/IC/SYSTEME_U
affaire suivie par : Brigitte HAGUENAUER - SEER/PR
☎ : 02.40.67.24.83 - fax : 02.40.67.24.59
courriel : brigitte.haguenauer@equipement-agriculture.gouv.fr

Par courrier en date du 22 septembre 2009, vous m'avez transmis copie du rapport de l'inspection des installations classées portant sur la société SYSTEME U, implantée sur la zone D2A Nantes-Atlantique à Saint-Aignan-de-Grandlieu, afin que puissent être portées à la connaissance du maire de cette commune les dispositions d'urbanisme à prendre en compte aux abords de cet établissement.

Au vu de ce rapport, il s'avère que les effets d'un éventuel accident (incendie d'une cellule de strockage) ne peuvent être contenus au sein des limites de propriété. Je note par ailleurs que la probabilité d'occurence des phénomènes étudiés n'est pas précisée dans la mesure où les zones d'effet thermiques engendrées par l'incendie du stockage de palettes en bois correspondent au dossier antérieur à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005.

La DREAL précise toutefois dans son rapport qu'il y a lieu de prendre en compte, quel que soit l'évènement considéré, une probabilité comprise entre A et D.

Compte tenu de ces éléments, je vous propose d'informer Monsieur le Maire de Saint-Aignan-de-Grandlieu qu'il devra introduire dans le document d'urbanisme de sa commune les dispositions suivantes :

- toute nouvelle construction est interdite dans les territoires exposés à des effets létaux significatifs, à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques ;

- toute nouvelle construction est interdite dans les territoires exposés à des effets létaux à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques, d'aménagements et d'extensions d'installations existantes ou de nouvelles installations soumises à autorisation compatibles avec cet environnement (notamment au regard des effets dominos et de la gestion des situations d'urgence). La construction d'infrastructure de transport peut être autorisée uniquement pour les fonctions de desserte de la zone industrielle ;

- dans les zones exposées à des effets irréversibles, l'aménagement ou l'extension de constructions existantes sont possibles. Par ailleurs, l'autorisation de nouvelles constructions est possible sous réserve de ne pas augmenter la population exposée à ces effets irréversibles. Les changements de destinations doivent être réglementés dans le même cadre.

horaires d'ouverture :
9h00 – 12h00
14h00 – 16h30

adresse :
10 bd Gaston Serpette
BP 53606
44036 Nantes cedex 1
téléphone :
02 40 67 24 55
télécopie :
02 40 67 24 59
site internet :
www.loire-atlantique.equipement-agriculture.gouv.fr

.../...

Copie à : DREAL/SRNT
DDEA/SA

Enfin, il conviendra, comme le préconise la circulaire sus-mentionnée, d'informer Monsieur le Maire de Saint-Aignan-de-Grandlieu, que compte tenu des incertitudes liées à l'évaluation des risques et à la délimitation des distances d'effet, les dommages aux biens et aux personnes ne peuvent être totalement exclus au-delà des périmètres définis et qu'il convient d'être vigilant et prudent sur les projets en limite de zone d'exposition aux risques qui lui sont communiqués;

Telles sont à mon sens les préconisations à communiquer à Monsieur le Maire de Saint-Aignan-de-Grandlieu, au titre de la maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées.

Le directeur départemental

Marc JACQUET

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de l'Environnement
Affaire suivie par Mme Jardin
☎ 02.40.41.47.69
02.40.41.47.50
icpe-industrielles@loire-atlantique.pref.gouv.fr

Nantes, le 22 SEP. 2009

Le préfet de la région Pays de la Loire
préfet de la Loire-Atlantique

à

Monsieur le Maire de Saint-Aignan de Grandlieu

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Société SYSTEME U.

P.J. : 2 récépissés + 1 dossier de déclaration + 1 certificat d'affichage.
1 fiche et 1 plan "aléas technologiques ».

La société SYSTEME U a été autorisée, par arrêté préfectoral du 13 janvier 2004, à poursuivre après extension, l'exploitation d'une plate-forme logistique implantée sur le territoire de votre commune, zone D2A Nantes-Atlantique.

En vue d'une optimisation de ces installations, l'industriel a déposé un dossier de déclaration visant à accueillir de nouveaux stockages (charbon de bois, terreau et alcools de bouche). Vous voudrez bien trouver sous ce pli, deux copies du récépissé qui lui a été délivré ce jour ainsi qu'un exemplaire du dossier de déclaration.

Je vous serais obligé de bien vouloir procéder à l'affichage en mairie de cette décision pendant une durée d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place le texte des prescriptions générales. A l'expiration du délai, vous voudrez bien me retourner, dûment complété le certificat d'affichage ci-joint.

Ces nouvelles activités ont donné lieu à une actualisation de l'étude des dangers dont les conclusions laissent apparaître que les zones d'effets d'un éventuel accident (incendie d'une cellule de stockage) sortiraient légèrement des limites de propriété de l'établissement. Il convient toutefois de souligner que cette emprise ne varie pas par rapport à celle résultant du dossier de l'autorisation délivrée en 2004 et qu'aucune habitation ne serait impactée par les flux thermiques.

Vous voudrez bien trouver sous ce pli, une fiche relative aux aléas technologiques établie par l'inspection des installations classées ainsi qu'un plan des zones d'effets qu'il convient de prendre en compte dans la maîtrise de l'urbanisation.

Par courrier de ce jour, je saisis le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture afin de vous faire connaître dès que possible, les préconisations applicables en matière d'urbanisme à intégrer dans le plan local d'urbanisme de votre commune.

Le PREFET

la Directrice de l'Aménagement
et de l'Environnement

Thérèse LEBASTARD

Annexe " Aléas technologiques "

La société SYSTEME U sise ZI D2A Nantes Atlantique à Saint Aignan de Grand Lieu est régulièrement autorisée pour l'exploitation d'une plateforme logistique le 13 janvier 2004.

En raison de la saisonnalité de certains stockages, la société souhaite optimiser le taux de remplissage de l'entrepôt en stockant de nouveaux produits. Lesdits produits sont répertoriés à la nomenclature des installations classées sous le régime de la déclaration.

Dans le but d'apprécier les impacts et dangers liés à ces nouveaux produits, l'étude des dangers a été mise à jour. Il ressort de cette étude que les effets d'un éventuel accident (incendie d'une cellule et incendie du stockage extérieur de palettes en bois) ne peuvent être contenus au sein des limites de propriété .

Les distances d'effet sont reprises au tableau ci-dessous et présentées dans les cartographies jointes en annexes. Elles s'entendent comme étant les rayons des zones d'effet à partir des installations visées et non pas aux distances des zones d'effet au-delà des limites de propriété.

Scénario	Zone des effets létaux (ZI) 5 kw/m² exprimés en m²	Zone des effets irréversibles 3 kw/m² (Z2) exprimés en m²	Bâtiment(s) considéré(s)
Incendie stockage de palettes en bois	17	26	longueur
	34	51	largeur

Scénario incendie d'une cellule de stockage

Flux reçu (kW/m²)	Distances (m) : Entrepôt PGC cellule A, C ou D			
	Largeur sans écran coupe feu	Largeur avec écran coupe feu	Longueur dans écran coupe feu	Longueur avec écran coupe feu
3	De l'ordre de 49 m	De l'ordre de 37 m	De l'ordre de 73 m	De l'ordre de 41 m
5	De l'ordre de 33 m	De l'ordre de 16 m	De l'ordre de 46 m	Non atteint
Flux reçu (kW/m²)	Distances (m) : Entrepôt PGC cellule B			
	Largeur sans écran coupe feu	Largeur avec écran coupe feu	Longueur dans écran coupe feu	Longueur avec écran coupe feu
3	De l'ordre de 55 m	De l'ordre de 43 m	De l'ordre de 84 m	De l'ordre de 52 m
5	De l'ordre de 39 m	De l'ordre de 25 m	De l'ordre de 55 m	Non atteint
Flux reçu (kW/m²)	Distances (m) : Entrepôt PGC cellule E			
	Largeur sans écran coupe feu	Largeur avec écran coupe feu	Longueur dans écran coupe feu	Longueur avec écran coupe feu
3	De l'ordre de 39 m	Non atteint	De l'ordre de 72 m	De l'ordre de 41 m
5	De l'ordre de 26 m	Non atteint	De l'ordre de 46 m	Non atteint

Flux reçu (kW/m²)	Distances (m) : Entrepôt PGC incendie généralisé			
	Largeur sans écran coupe feu	Largeur avec écran coupe feu	Longueur dans écran coupe feu	Longueur avec écran coupe feu
3	De l'ordre de 77 m	De l'ordre de 46 m	De l'ordre de 84 m	De l'ordre de 63 m
5	De l'ordre de 49 m	Non atteint	De l'ordre de 51 m	De l'ordre de 31 m

Flux reçu (kW/m²)	Distances (m) : Entrepôt EGV cellule 5			
	Largeur sans écran coupe feu	Largeur avec écran coupe feu	Longueur dans écran coupe feu	Longueur avec écran coupe feu
3	De l'ordre de 31 m	Non atteint	De l'ordre de 44 m	De l'ordre de 25 m
5	De l'ordre de 22 m	Non atteint	De l'ordre de 30 m	Non atteint
Flux reçu (kW/m²)	Distances (m) : Entrepôt EGV cellule 1			
	Largeur sans écran coupe feu	Largeur avec écran coupe feu	Longueur dans écran coupe feu	Longueur avec écran coupe feu
3	De l'ordre de 35 m	Non atteint	De l'ordre de 44 m	De l'ordre de
5	De l'ordre de 25 m	Non atteint	De l'ordre de 30 m	Non atteint
Flux reçu (kW/m²)	Distances (m) : Entrepôt EGV cellule 2, 3 ou 4			
	Largeur sans écran coupe feu	Largeur avec écran coupe feu	Longueur dans écran coupe feu	Longueur avec écran coupe feu
3	De l'ordre de 38 m	Non atteint	De l'ordre de 44 m	De l'ordre de 25 m
5	De l'ordre de 27 m	Non atteint	De l'ordre de 30 m	Non atteint

Flux reçu (kW/m²)	Distances (m) : Entrepôt EGV incendie généralisé			
	Largeur sans écran coupe feu	Largeur avec écran coupe feu	Longueur dans écran coupe feu	Longueur avec écran coupe feu
3	De l'ordre de 44 m	Non atteint	De l'ordre de 57 m	Non atteint
5	De l'ordre de 30 m	Non atteint	De l'ordre de 35 m	Non atteint

Dans la mesure où les zones d'effets thermiques engendrées par l'incendie du stockage de palettes en bois correspondent au dossier antérieur à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, ils n'ont pas fait l'objet d'une cotation en probabilité et en gravité. En revanche, l'incendie des cellules de stockage a été coté en probabilité C et gravité modérée.

En conséquence, il apparaît que la probabilité à prendre en compte, et ce quelque soit l'évènement considéré, se situe entre A et D.

L'analyse de ces cartographies permet d'indiquer qu'aucune habitation ne serait impactée par les flux thermiques.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de l'Environnement
Affaire suivie par Mme Jardin
☎ 02.40.41.47.69
🖷 02.40.41.47.50
icpe-industrielles@loire-atlantique.pref.gouv.fr

Nantes, le 22 SEP. 2009

Le préfet de la région Pays de la Loire
préfet de la Loire-Atlantique

à

Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture
service eau, environnement, risques
division prévention des risques
10, boulevard Gaston Serpette
B.P. 53606
44036 – NANTES Cedex 1

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Société SYSTEME U à Saint-Aignan-de-Grandlieu.

P.J. : 1

Par courrier de ce jour, je notifie à la société SYSTEME U un récépissé de déclaration relatif à l'exploitation de nouveaux stockages (charbon de bois, terreau et alcools de bouche) dans l'enceinte de la plate-forme logistique implantée à Saint-Aignan-de-Grandlieu, zone D2A Nantes-Atlantique.

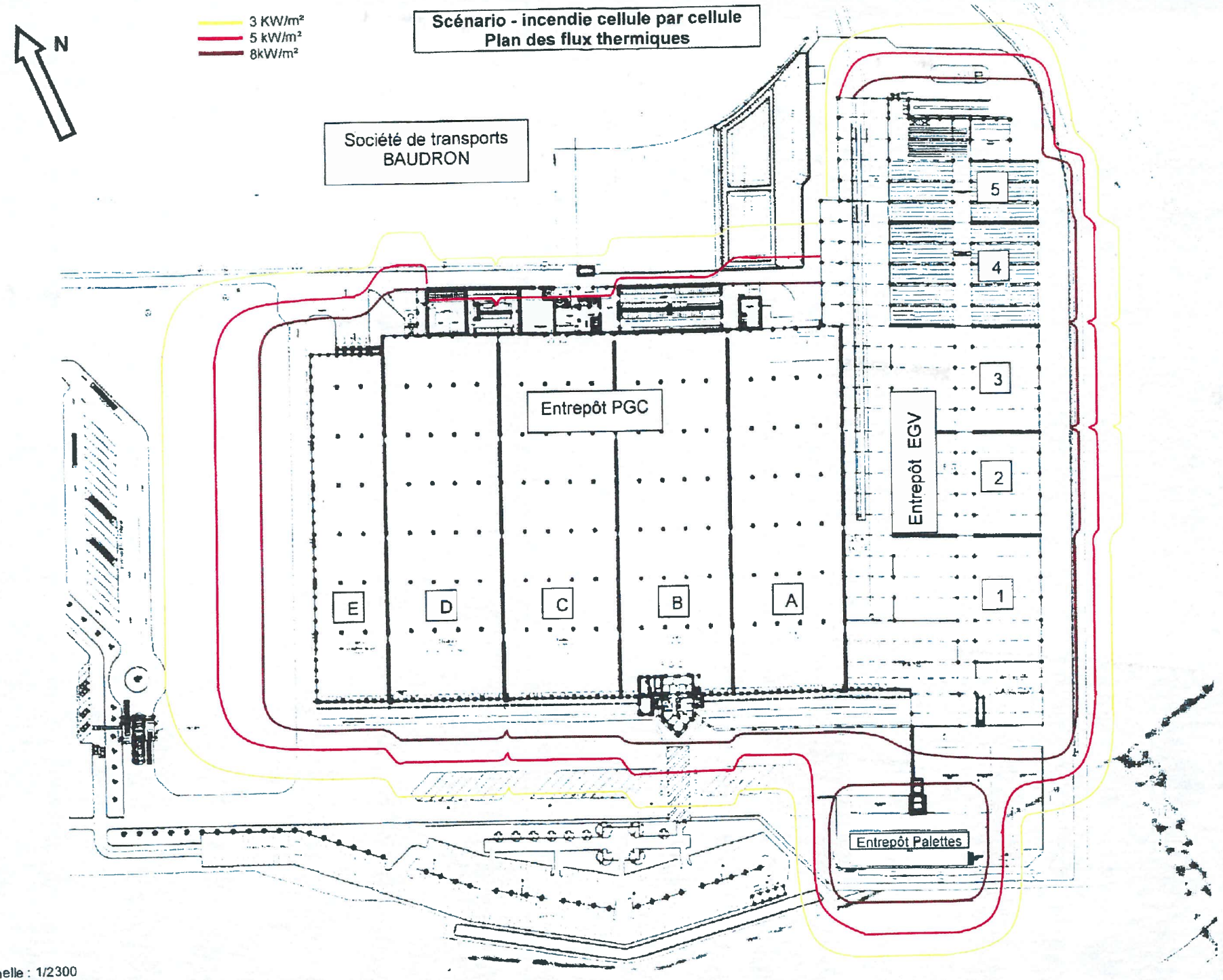
L'inspection des installations classées vous a transmis copie de son courrier du 1er septembre 2009 (dont une nouvelle copie est annexée) par lequel elle m'indique que ces nouvelles activités ont donné lieu à une actualisation de l'étude des dangers dont les conclusions laissent apparaître que les zones d'effets d'un éventuel accident (incendie d'une cellule de stockage) sortiraient légèrement des limites de propriété de l'établissement.

Il convient toutefois de souligner que cette emprise ne varie pas par rapport à celle résultant du dossier de l'autorisation délivrée en 2004 et qu'aucune habitation ne serait impactée par les flux thermiques.

Par courrier de ce jour, j'informe M. le maire de Saint-Aignan-de-Grandlieu de cette situation.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître dès que possible, les préconisations applicables en matière d'urbanisme qui devront être intégrées dans le plan local d'urbanisme de cette commune.

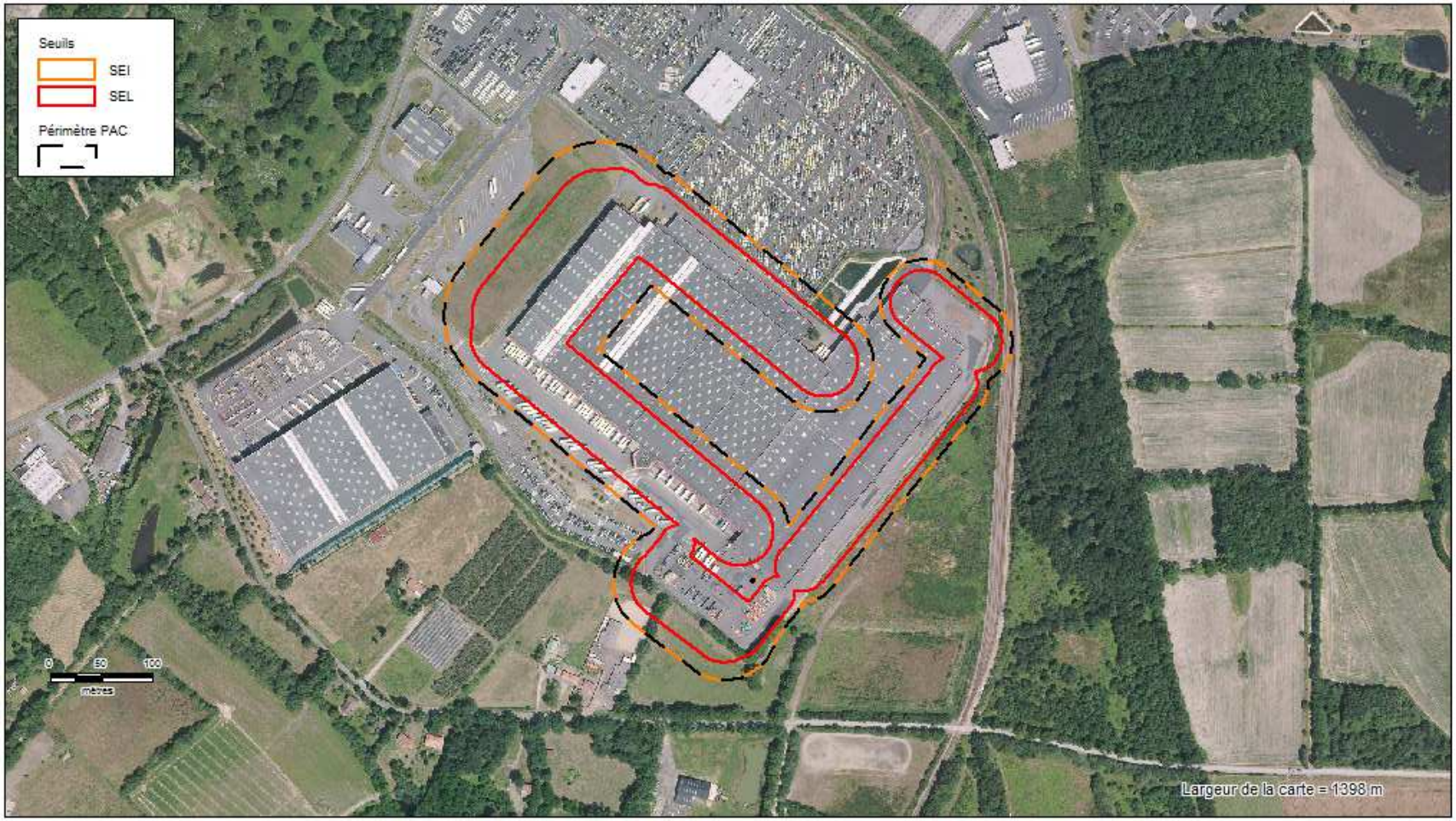
Le PREFET
la Directrice de l'Aménagement
et de l'Environnement
Thérèse LEBASTARD



Echelle : 1/2300

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PAC de SAINT AIGNAN DE GRANDLIEU (System U)
Enveloppes des intensités des effets thermiques de classe de probabilité A, B, C ou D



Sources: IGN

SIGALEA

Rédaction/Edition: PM - 20/04/2016 - MAPINFO® V 8.5 - SIGALEA® V 4.1.1 - PAC V 1.0 - ©INERIS 2011

PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial

Affaire suivie par : Marianne KRAEMER
Bureau des procédures environnementales et foncières

Nantes, le 4 janvier 2021

Le Préfet de la Loire-Atlantique

à

Madame la Maire de Nantes
2 rue de l'Hôtel de Ville
44000 NANTES

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement – SAS The VALSPAR Corporation

PJ : 1 carte

Par la présente, je tenais à porter à votre connaissance les dispositions d'urbanisme applicables aux abords du site de la société SAS The VALSPAR Corporation à Nantes.

Les phénomènes de surpression, mis en évidence par l'étude de dangers, engendrant des zones d'effets irréversibles sont à redouter à l'extérieur du site.

L'enveloppe des intensités de ces phénomènes est représentée sur la carte ci-jointe en rouge.

En application des dispositions de la circulaire DPPR/SEI2/FA-07-0066 du 4 mai 2007 relative au porter à connaissance «risques technologiques» et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées, pour les phénomènes dangereux dont les zones d'effets débordent des limites de propriété, il convient de formuler les préconisations suivantes :

Zone rouge : cette zone correspond à la zone exposée à des **effets irréversibles**.

- L'aménagement ou l'extension de constructions existantes sont possibles. Par ailleurs, l'autorisation de nouvelles constructions est possible sous réserve de ne pas augmenter la population exposée à ces effets irréversibles. Les changements de destinations doivent être réglementés dans le même cadre.

- En ce qui concerne les entrepôts, des recommandations en matière d'urbanisme sont également formulées dans l'article 2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 :

«*I. Pour les installations soumises à enregistrement ou à autorisation, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées : (…)*

- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de dépôt et de retrait de marchandises conformes aux dispositions du point 4 du présent arrêté de la présente annexe sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic des voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m²).

La distance sont, au minimum, soit celles calculées pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG (référencée dans le document de l'INERUS «description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt», partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. (…)»

Pendant la période transitoire, avant la modification ou la révision du PLUm, les pétitionnaires ayant déposé une demande d'urbanisme dans le cadre d'un projet de construction situé dans une zone identifiée comme à risque, doivent en être informés.

Les projets de nature à présenter un risque pour la sécurité publique du fait de leur situation ou de leurs caractéristiques peuvent être refusés sur le foncement de l'article R 111-2 du code de l'urbanisme.

Par ailleurs, compte tenu des incertitudes liées à l'évaluation des risques et à la délimitation des distances d'effet qu'elle engendre, des dommages aux personnes et aux biens ne peuvent être totalement exclus au-delà des périmètres définis. Il convient en conséquence d'éloigner autant que possible les projets importants ou sensibles de la limite de la zone d'exposition aux risques.

Le PRÉFET,

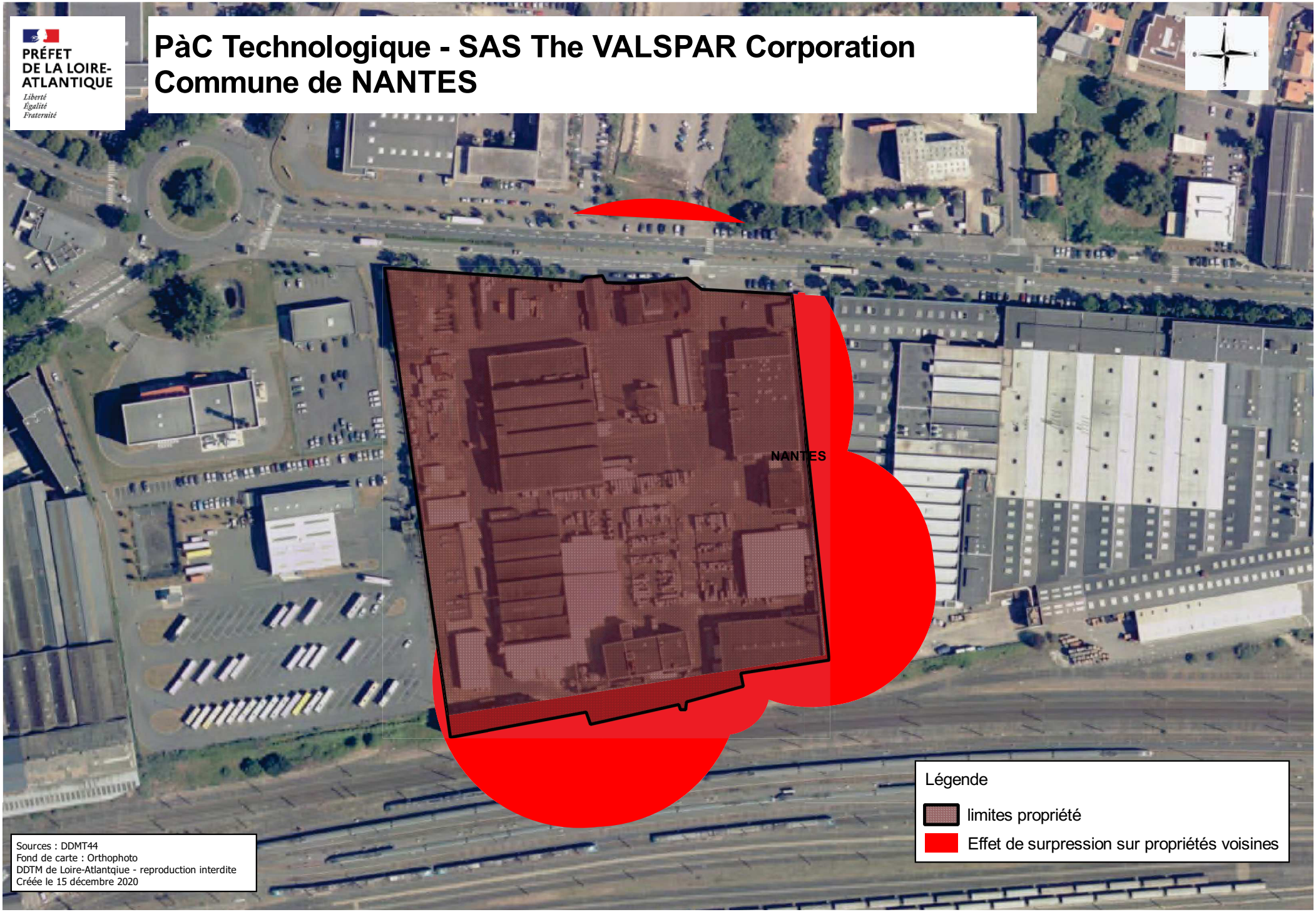
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Pascal OTHEGUY

Préfecture de Loire-Atlantique
mail : pref-icpe@loire-atlantique.gouv.fr
6, Quai Ceineray – BP 33515 – 44035 NANTES cedex 1

PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

PàC Technologique - SAS The VALSPAR Corporation
Commune de NANTES



Sources : DDMT44
Fond de carte : Orthophoto
DDTM de Loire-Atlantqiue - reproduction interdite
Créée le 15 décembre 2020